

Étude des crédits 2018-2019

Demandes de renseignements **généraux** adressés
au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

1. Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2017-2018 :
 - a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018:
 - a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - b) les coûts ventilés;
 - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
 - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
 - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

 - a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

Par un professionnel ou par une firme externe:

 - d) les sommes dépensées pour 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
 - e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
 - f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
 - g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
 - h) le but visé par chaque dépense;
 - i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.
5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

 - a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

- b) le but recherché par chaque dépense;
 - c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;
Organisée par un professionnel ou une firme externe :
 - d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
 - e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
 - f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
 - h) le but visé par chaque dépense;
 - i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
6. La liste des dépenses en formation de communication :
Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :
- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) la nature de la formation;
 - d) les personnes concernées.
7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant:
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant:
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :
- Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.
- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
 - f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018:
- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.
12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
 - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.
13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:
- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

- c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement;
 - e) les distributeurs d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement de frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.
14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
 - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
 - d) les coûts d'acquisition des appareils;
 - e) le coût d'utilisation des appareils;
 - f) le coût des contrats téléphoniques;
 - g) les noms des fournisseurs;
 - h) le nombre de minutes utilisées;
 - i) les ordinateurs portables;
 - j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
 - k) le coût des frais d'itinérance;
 - l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
- 15.
- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
 - b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
 - c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
 - d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
 - e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
 - f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce,

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

- sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes;
 - r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.
- 16.
- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
 - b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
 - c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.
 - d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût total de ladite location;
 - g) le coût d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) le propriétaire de l'espace loué;
 - j) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
- a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles*

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

20. Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
21. Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
 - a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin d'assignation, s'il y a lieu.
22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
 - a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2018-2019.
23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
 - a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) prévisions pour 2018-2019;
 - c) par catégorie d'âge.
24. Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.
25. Pour chaque ministère et organismes, liste des bureaux régionaux et l'effectif étant attaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.
26. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
 - a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
27. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :
 - a) le coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service;Ventiler le montant total par catégories.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

28. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
29. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
 - a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
30. Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:
 - a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
31. Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018:
 - a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.
33. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018:
 - a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - e) les dates.
34. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

-
- cette même loi.
36. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.
 37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.
 38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.
 39. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
 40. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
 41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour les bris de contrat.
 42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
 43. Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
 44. Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés
 45. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
 46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
 47. Coûts de reconduction des programmes existantes : liste exhaustive des

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

48. Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
49. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
50. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
51. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévision pour 2018-2019.
52. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
53. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévision pour 2018-2019.
54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
56. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.
57. Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.
58. Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

59. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 :
-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

-
- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
60. a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, société d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, société d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
62. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :
- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
 - b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
 - c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
 - d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.
- Fournir les prévisions pour 2018-2019.
63. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
64. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun :
- a) le sujet;
 - b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
 - c) les coûts reliés à sa réalisation;
 - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.
- Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.
65. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

- cotisation;
 - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
66. Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :
- a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi ;
 - b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat ;
 - c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation ;
 - d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.
67. Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2017 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018.
 - a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - b) les coûts ventilés;
 - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
 - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme.
5. La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme ou organisée par un professionnel ou une firme externe.
6. La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.
14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie.
17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018.
20. Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.

Questions dont les réponses seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé.
34. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
36. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.
38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.
42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
47. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48. Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2015-2016.
49. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
62. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014.
66. Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :
 - a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi ;
 - b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat ;
 - c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation ;
 - d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
64. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018.

Questions dont les réponses se retrouvent sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/>

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018:
 - e) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - f) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - g) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - h) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - i) une description de son mandat;
 - j) la date de début de son contrat;
 - k) la date prévue de fin de son contrat;
 - l) sa rémunération annuelle.
58. Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Questions dont les réponses seront présentées au Rapport annuel 2017-2018 du Ministère.

32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018:
 - a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.
63. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme.

35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi. **(Secrétariat des affaires intergouvernementales canadiennes)**
 44. Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. **(ministère du Conseil exécutif)**
 50. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. **(Société du Plan Nord)**
 51. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. **(Société du Plan Nord)**
 52. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. **(Conseil exécutif -Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime)**
 53. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. **(Conseil exécutif - Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime)**
 54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert. **(ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques)**
 55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles. **(Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles - Fonds des ressources naturelles)**
 56. Liste des aides financières accordés en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord. **(Société du Plan Nord)**
 57. Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique. **(Ministère de la Justice)**
 67. Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre. **(Ministère des Relations internationales et de la Francophonie)**
-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-01

Titre :

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) le nom des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Exposé et statistiques :

Les informations au 28 février 2018 sont fournies aux annexes.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18).

SOURCE :

Direction des relations intergouvernementales

COLLABORATION :

Unités du MTESS

VALIDATION :

SOF-DCCR-DGRFC

DATE :

2018-03-29

Missions intergouvernementales canadiennes – 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
2017-05-15 2017-05-17	Rencontre des sous-ministres provinciaux et territoriaux du Forum des ministres des services sociaux (FMSS)	Halifax Nouvelle-Écosse	Anne Racine Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire	2 418,20 \$
2017-05-15 2017-05-18			Renaud Laroche Direction des relations intergouvernementales	
2017-05-24 2017-06-08	Rencontre de la table des sous-ministres fédéral, provinciaux et territoriaux sur la collaboration relative à la prestation de services	Halifax Nouvelle-Écosse	Patrick Grenier Sous-ministre adjoint	1 029,87 \$
2017-05-25 2017-05-26	Rencontre de travail du Conference Board du Canada – Présentation du nouveau scénario de prévisions économiques et réunion de travail sur la livraison du nouveau modèle de l'offre de main-d'œuvre (volets éducation et immigration) en cours de développement pour le compte d'Emploi-Québec.	Ottawa Ontario	Lassad Damak Youssef Hajoui Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail	712,21 \$
2017-05-29 2017-06-01	Réunion printanière du Conseil canadien des directeurs de l'apprentissage.	Winnipeg Manitoba	Élise Martel Direction de la qualification réglementée	1 469,90 \$
2017-06-06 2017-06-08	Sommet canadien CIO et exécutif en technologie de l'information.	Toronto Ontario	Nicole Boucher Direction générale des technologies de l'information	1 438,77 \$

Missions intergouvernementales canadiennes – 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
2017-06-12 2017-06-13	Rencontre des hauts-fonctionnaires fédérale, provinciaux et territoriaux du Forum des ministres du marché du travail (FMMT).	Toronto Ontario	François Montminy-Munyan Renaud Laroche Direction des relations intergouvernementales	2 960,64 \$
2017-09-17 2017-09-21 2017-09-18 2017-09-21	Conférence annuelle de l'Association canadienne des administrateurs de lois sur les corporations (ACALE).	Fredericton Nouveau-Brunswick	Benoît Lymburner Registraire Michael Gagnon Registraire des entreprises	3 718,91\$
2017-09-20	Réunion du Comité fédéral-provincial-territorial sur la statistique au travail (Statistique Canada).	Ottawa Ontario	Lassad Damak Youssef Hajoui Oussama Houimili Direction de l'analyse et de l'informatique sur le marché du travail	328,45 \$
2017-09-25 2017-09-29	Participation à l'assemblée annuelle du Conseil de la statistique de l'état civil du Canada.	Ottawa Ontario	Jonathan Boisvert Direction de l'optimisation et des échanges gouvernementaux et intégration	657,92 \$
2017-10-10 2017-10-12	Rencontre annuelle du Comité directeur de PerLE.	Ottawa Ontario	Patrick Hamelin Direction du développement de Services Québec	608,80 \$

Missions intergouvernementales canadiennes – 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
2017-10-18 2017-10-20	Rencontre du groupe de travail concernant le protocole – Accord sur la mobilité des apprentis.	St. John's Terre-Neuve	Élise Martel Direction de la qualification réglementée	1 207,99 \$
2017-10-22 2017-10-25	Réunion ministérielle fédérale-provinciale et territoriale du Forum des ministres du marché du travail.	Regina Saskatchewan	Johanne Bourassa Sous-ministre associée Anne Racine Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire François Montminy-Munyan Direction des relations intergouvernementales Patrick Gazaille Cabinet du ministre	8 673,60 \$
2017-10-23 2017-10-25	Rencontre de travail dans le cadre du projet pilote LIREC (projet pilote avec le gouvernement fédéral et les gouvernements de la Saskatchewan, de la Colombie Britannique, de l'Ontario et du Québec).	Ottawa Ontario	Marc Dussault Frédéric Poliquin Service du soutien systémique et opérationnel	1 179,37 \$

Missions intergouvernementales canadiennes – 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
2017-11-21 2017-11-23	Réunion automnale du Conseil canadien des directeurs de l'apprentissage.	Ottawa Ontario	Élise Martel Direction de la qualification réglementée	673,53 \$
2017-11-21 2017-11-24	Réunion provinciale-territoriale des sous-ministres responsables des services sociaux et rencontre conjointe du comité consultatif sur la pauvreté et des directeurs de la sécurité du revenu.	Halifax Nouvelle-Écosse	François Montminy-Munyan Direction des relations intergouvernementales Caroline de Pokomandy-Morin Direction des politiques d'assistance sociales	3 036,77 \$
2018-02-11 2018-02-12	Rencontre du groupe consultatif pancanadien des intervenants du Conseil de l'information sur le marché du travail. Note : Tous les frais liés à ce déplacement sont assumés par l'organisme hôte.	Ottawa Ontario	Marguerite Orban Secrétariat de la Commission des partenaires du marché du travail	00,00 \$
Coût total des déplacements				30 114,93 \$

Missions internationales – 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
2017-05-31 2017-06-05	<p>Mission de recrutement de travailleurs qualifiés organisée par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et coordonnée par Québec International.</p> <p>Note : Les billets d'avion, les frais d'hébergement et les déplacements, ainsi que le kiosque, la coordination et la promotion sont assumés par Québec International. Les autres dépenses sont assumées par la Direction régionale d'Emploi-Québec.</p>	Paris France	<p>Jean-Charles Locket</p> <p>Centre local d'emploi Quartiers-historiques</p> <p>Mélissa Blondeau</p> <p>Centre local d'emploi Beauport</p>	836,00 \$
2017-05-28 2017-06-08	<p>Mission de recrutement de travailleurs qualifiés organisée par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et coordonnée par Québec International et rencontres avec différents partenaires français dans le cadre du projet « Attraction des talents de France » élaboré à la demande du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.</p> <p>Note : Les billets d'avion, les frais d'hébergement et les déplacements, ainsi que le kiosque, la coordination et la promotion sont assumés par Québec International. Les autres dépenses sont assumées par la Direction des mesures et services aux entreprises et du placement.</p>	Paris France	<p>Guylaine Bilodeau</p> <p>Direction des mesures et services aux entreprises et du placement</p>	2 685,31\$

Missions internationales – 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
2017-06-30 2017-07-09	Rencontre d'échanges avec des représentants d'organismes français sous l'angle de la mise en place d'une nouvelle stratégie d'attraction, de rétention et d'établissement durable de main d'œuvre dans le cadre d'un projet lancé par la MRC Maria-Chapdelaine. Note : Tous les coûts de ce déplacement sont assumés par la MRC Maria-Chapdelaine dans le cadre d'un projet de la Commission permanente de coopération franco-québécoise.	Alès France	Johanne Dicaire Bureau de Services Québec de Dolbeau-Mistassini	00,00 \$
2017-11-22 2017-11-27	Mission de recrutement de travailleurs qualifiés organisée par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et coordonnée par Québec International. Note : Les billets d'avion, les frais d'hébergement et les déplacements, ainsi que le kiosque, la coordination et la promotion sont assumés par Québec International. Les autres dépenses sont assumées par la Direction régionale d'Emploi-Québec.	Paris France	Mélissa Blondeau Centre local d'emploi Beauport Nicole Belisle Centre local d'emploi Sainte-Foy	1 000,60 \$
Coût total des déplacements				4 521,91 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-04

Titre :

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue des conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.);

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées pour 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc. ;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Exposé et statistiques :

- Des événements de presse pour un coût total de **13 513,20 \$** ont été organisés pour faire connaître les actions majeures réalisées par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (volet Emploi et Solidarité sociale) au 28 février 2018.

Événement	But visé	Fournisseur
Annonce d'une formation pour l'entreprise Kruger (Trois-Rivières)	Annonce publique de l'aide d'Emploi-Québec	<ul style="list-style-type: none">Logistique : DuosonMode d'octroi du contrat : contrat négocié
Annonce concernant Services Québec (Québec)	Annonce publique de la vision de Services Québec	<ul style="list-style-type: none">Logistique : CSPQ
Annonce d'une formation aux Ateliers de fabrication du Saguenay (Saint-Ambroise)	Annonce publique de l'aide d'Emploi-Québec	<ul style="list-style-type: none">Logistique : L.S.M. Son et lumièreMode d'octroi du contrat : contrat négocié
Annonce du prolongement de l'entente-cadre avec le Réseau des Carrefours jeunesse-emploi du Québec (Québec)	Annonce publique de l'entente	<ul style="list-style-type: none">Logistique : CSPQ
Annonce concernant le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) (Québec)	Annonce publique de l'aide financière de PRIIME	<ul style="list-style-type: none">Logistique : CSPQ
Annonce d'une formation	Annonce publique de l'aide	<ul style="list-style-type: none">Logistique : Audio

pour l'entreprise Pelican International inc. (Salaberry-de-Valleyfield)	d'Emploi-Québec	Acoustique <ul style="list-style-type: none"> • Photographe : Yvon Latreille • Mode d'octroi du contrat : contrat négocié
Lancement de la Stratégie ministérielle d'intégration professionnelle des Premières Nations et des Inuits (Québec)	Annonce publique de la Stratégie ministérielle	<ul style="list-style-type: none"> • Location d'une salle à l'Hôtel Plaza
Annonce pour la mise en place du projet pilote Un emploi en sol québécois, en collaboration avec la Fédération des chambres de commerce du Québec (Sherbrooke)	Annonce publique de l'aide d'Emploi-Québec	<ul style="list-style-type: none"> • Logistique : CSPQ
Annonce du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023	Annonce publique des investissements du gouvernement du Québec	<ul style="list-style-type: none"> • Traiteur Clémentine • Logistique CSPQ • Groupe ETR – Numeriqca • Coupe 3D (9148-3461 Québec inc.) • Mode d'octroi du contrat : contrat négocié

SOURCE : Direction des communications
VALIDATION : 2018-03-22
DATE : 2018-03-22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-07

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques :

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

SOURCE : DGRFC

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 12 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
1.	700273262	141273 Canada inc. (Monette Express)	2 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de manutention/Emballage et manutention
2.	700279710	141273 Canada inc. (Monette Express)	5 200,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'aménagement de bureau - gestion de parc mobilier
3.	700266314	161161 Canada inc.	4 790,14 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de soutien - Travaux de construction/Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles
4.	700273038	4423569 Canada inc.	2 059,58 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles
5.	700266808	9002-8689 Québec inc.	1 134,20 \$	Gré à gré	UNSPSC : Projecteurs et fournitures/Matériel pour création et présentation d'enregistrements audio et visuels
6.	700277061	9148-3461 Québec inc.	2 434,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
7.	700264698	9165-8021 Québec inc.	6 993,80 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de transport routier local/Transport de courrier et de marchandises
8.	700265859	9171-9542 Québec inc.	22 106,35 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de rénovation, restauration/Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles
9.	700265154	9306-3238 Québec inc.	2 447,61 \$	Gré à gré	UNSPSC : Oeuvre d'art, pièce de collection et récompense
10.	700274450	A. Derome co. ltée	1 364,90 \$	Gré à gré	UNSPSC : Tampon encreur ou tampon à timbrer/Fourniture de bureau
11.	700271373	A.D.I. Art design international inc.	8 637,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Fauteuils/Ameublement de bureau

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
12.	700273119	A.D.I. Art design international inc.	2 280,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Fauteuils/Ameublement de bureau
13.	700278401	A.D.I. Art design international inc.	1 791,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Fauteuils/Ameublement de bureau
14.	700279976	A.D.I. Art design international inc.	2 172,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Fauteuils/Ameublement de bureau
15.	700275351	Accent formation	2 890,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation au travail/Perfectionnement de la main-d'oeuvre/Formation professionnelle
16.	700043463-102	Aéronolisement	2 716,94 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions nolisés/Transport de passagers
17.	700043463-103	Aéronolisement	1 678,04 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions nolisés/Transport de passagers
18.	700043463-104	Aéronolisement	3 356,06 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions nolisés/Transport de passagers
19.	700276161	AFI expertise inc.	1 410,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Perfectionnement de la main-d'oeuvre - secteur public/Formation professionnelle
20.	700278239	AFI expertise inc.	1 410,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Perfectionnement de la main-d'oeuvre - secteur administratif/Formation professionnelle
21.	700278474	AFI expertise inc.	1 700,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Inscription à des activités de formation/Institutions d'enseignement
22.	700266049	Air Liaison inc.	8 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Avions commerciaux à réaction - passagers/Aéronefs

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
23.	700267600	Alberta Boilers Safety Association	1 500,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Associations professionnelles/Organisations liées au travail
24.	700270231	Alia Conseil inc.	1 785,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation au travail/Perfectionnement de la main-d'oeuvre/Formation professionnelle
25.	700276270	Alia Conseil inc.	24 134,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de ressources humaines
26.	700278278	Allstream Business inc.	1 765,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Composants pour les technologies de l'information, la radiodiffusion ou les télécommunications
27.	700278402	Ameublement de bureau la Capitale	6 864,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Tables/Ameublement de bureau
28.	700267747	Aro inc.	17 904,99 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de recouvrement de dettes/Financement du développement
29.	700274773	Art graphique Québec inc.	5 905,04 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Étiquettes de code à barres/Matériel d'identification, de signalisation et accessoires
30.	700263596	Association des économistes québécois (ASDEQ)	1 800,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Inscription à des congrès ou colloques/Organisations, associations et mouvements civiques
31.	700260623	Balmir Sécurité +	1 385,45 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de gardiens/Sûreté et sécurité personnelle
32.	700266073	Beaudry, Paul	2 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
33.	700268753	Beaudry, Paul	2 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
34.	700271151	Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	11 906,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Composants pour les technologies de l'information, la radiodiffusion ou les télécommunications
35.	700278750	Bernard Bélanger, Entrepreneur électricien inc.	1 490,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Systèmes d'alarme/Sécurité, surveillance et détection
36.	700269772	Beyond 20/20	4 650,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Logiciels
37.	700278398	Boutique Tout pour le Dos	1 830,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Acquisition d'ameublement de bureau
38.	700267505	Buffet du Passant (Porter, Lynda)	1 336,25 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de restauration et traiteurs
39.	700228997-5	Caisse Desjardins de Terrebonne	1 005,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de recherches bancaires - Frais administratifs/Services bancaires et placements
40.	700137136-34	Caisse Desjardins des Rivières de Québec	1 646,25 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de recherches bancaires - Frais administratifs/Services bancaires et placements
41.	700024877-83	Caisse Desjardins du Centre-Ville de Québec	2 790,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de recherches bancaires - Frais administratifs/Services bancaires et placements
42.	700024881-8	Caisse Desjardins du Mont-Bellevue de Sherbrooke	1 405,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de recherches bancaires - Frais administratifs/Services bancaires et placements
43.	700024881-10	Caisse Desjardins du Mont-Bellevue de Sherbrooke	1 028,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de recherches bancaires - Frais administratifs/Services bancaires et placements
44.	700024919-52	Caisse Desjardins Limoilou	1 907,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de recherches bancaires - Frais administratifs/Services bancaires et placements

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
45.	700024684-28	Caisse populaire Desjardins de Charlesbourg	1 020,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de recherches bancaires - Frais administratifs/Services bancaires et placements
46.	700263498	Cansel Survey Equipment inc.	3 375,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Logiciel de gestion des licences d'utilisation/Logiciels
47.	700271892	Capital Traiteur Montréal inc.	7 703,56 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de restauration et traiteurs
48.	700279310	Carr McLean	2 519,83 \$	Gré à gré	UNSPSC : Boîtes pour rangement de dossiers/Accessoire de bureau
49.	700270877	CBCI Télécom Canada inc.	20 886,59 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Systèmes de vidéoconférence/Matériel pour création et présentation d'enregistrements audio et visuels
50.	700271295	CBCI Télécom Canada inc.	9 582,12 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Systèmes de vidéoconférence/Matériel pour création et présentation d'enregistrements audio et visuels
51.	700272566	CEB is now Gartner	19 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Documentation électronique
52.	700271341	Cedrom-Sni inc.	2 007,97 \$	Gré à gré	UNSPSC : Logiciels
53.	700278733	Champoux, Yvan (Atelier artisanal Yvan Champoux)	3 340,42 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de soutien - Travaux de construction/Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles
54.	700265402	CIRA Services médicaux inc.	1 400,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
55.	700266814	CIRA Services médicaux inc.	2 350,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
56.	700267855	CIRA Services médicaux inc.	1 725,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
57.	700270947	CIRA Services médicaux inc.	2 550,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
58.	700270952	CIRA Services médicaux inc.	1 495,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
59.	700271638	CIRA Services médicaux inc.	2 050,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
60.	700271789	CIRA Services médicaux inc.	2 207,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
61.	700273192	CIRA Services médicaux inc.	1 125,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
62.	700274053	CIRA Services médicaux inc.	1 970,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
63.	700274515	CIRA Services médicaux inc.	1 700,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
64.	700263707	Club Saint-James de Montréal	3 811,83 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de restauration et traiteurs
65.	700249525-38	Club voyages Élite (9130-0798 Québec inc.)	1 017,20 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
66.	700263461-3	Club voyages Élite (9130-0798 Québec inc.)	1 016,20 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
67.	700263461-4	Club voyages Élite (9130-0798 Québec inc.)	1 023,21 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
68.	700263461-5	Club voyages Élite (9130-0798 Québec inc.)	1 001,19 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
69.	700263461-8	Club voyages Élite (9130-0798 Québec inc.)	1 016,20 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
70.	700263461-11	Club voyages Élite (9130-0798 Québec inc.)	1 111,30 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
71.	700263461-12	Club voyages Élite (9130-0798 Québec inc.)	1 023,21 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
72.	700263461-13	Club voyages Élite (9130-0798 Québec inc.)	1 016,20 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
73.	700263461-14	Club voyages Élite (9130-0798 Québec inc.)	1 023,21 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
74.	700263461-16	Club voyages Élite (9130-0798 Québec inc.)	1 016,20 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
75.	700263461-17	Club voyages Élite (9130-0798 Québec inc.)	1 101,29 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
76.	700263461-18	Club voyages Élite (9130-0798 Québec inc.)	1 016,20 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
77.	700263461-19	Club voyages Élite (9130-0798 Québec inc.)	1 072,26 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
78.	700263461-22	Club voyages Élite (9130-0798 Québec inc.)	1 016,20 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
79.	700263461-29	Club voyages Élite (9130-0798 Québec inc.)	1 076,45 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
80.	700263461-34	Club voyages Élite (9130-0798 Québec inc.)	1 060,24 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
81.	700263464-2	Club Voyages Tournesol	1 347,55 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
82.	700277797	CoachingOurselves International inc.	1 500,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation ou perfectionnement de la main-d'oeuvre/Services de ressources humaines
83.	700259328	Cogeco Câble Canada inc.	2 798,25 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services reliés à l'accès Internet/Services informatiques
84.	700265158	Communagir	1 222,14 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services-conseils en gestion
85.	700277729	Communications Guylaine Vachon inc.	3 076,28 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de taxi/Transport de passagers
86.	700275591	Compugen inc.	5 537,25 \$	Gré à gré	UNSPSC : Logiciel de protection antivirus et de protection des transactions/Logiciels
87.	700262145	Conference Board of Canada, The	13 792,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Abonnement médias électroniques/Documentation électronique
88.	700268750	Connex Québec inc.	14 828,06 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Systèmes de vidéoconférence/Matériel pour création et présentation d'enregistrements audio et visuels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
89.	700277242	Connex Québec inc.	2 999,60 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Équipement de téléphonie/Équipement de réseau, données, voix ou multimédia ou plateformes et accessoires
90.	700278520	Connex Québec inc.	4 312,15 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Adaptateurs de téléphonie ou de matériel/Composants pour les technologies de l'information, la radiodiffusion ou les télécommunications
91.	700262259	Consultants C.P.L.D., S.A.	3 500,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services-conseils en gestion
92.	700270705	Consultations Larose inc., Les	23 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation au travail/Perfectionnement de la main-d'œuvre/Formation professionnelle
93.	700270086	Consultations Morneau inc., Les	1 450,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Perfectionnement des cadres/Services de ressources humaines
94.	700265171	Copies de la Capitale inc., Les	5 668,06 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'expédition, de ramassage ou de livraison du courrier/Transport de courrier et de la marchandise
95.	700265541	Copies de la Capitale inc., Les	7 611,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Photocopie/Services de reprographie
96.	700269719	Copiexpress enr.	1 898,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
97.	700270820	Corporate Express Canada inc.	1 665,75 \$	Gré à gré	UNSPSC : Projecteurs et fournitures/Matériel pour création et présentation d'enregistrements audio et visuels
98.	700263961	Cossette Communication inc.	2 618,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Service de stockage de données/Services informatiques
99.	700260107	Côté, Suzanne	2 009,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services-conseils - gestion des affaires/Services-conseils en gestion

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
100.	700267319	Crépeau, François	1 281,25 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
101.	700269171	Cyclone Santé inc.	1 300,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
102.	700269172	Cyclone Santé inc.	1 195,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
103.	700269819	Cyclone Santé inc.	1 195,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
104.	700276973	Cyclone Santé inc.	1 400,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
105.	700276974	Cyclone Santé inc.	1 550,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
106.	700277646	Cyclone Santé inc.	1 250,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
107.	700267492	Data Gestion des Communications	21 852,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
108.	700278231	Data Gestion des Communications	16 068,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
109.	700278731	Data Gestion des Communications	8 790,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
110.	700263813	DBC Télécom	4 952,58 \$	Gré à gré	UNSPSC : Tirage de câbles/Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
111.	700278419	DBC Télécom	1 852,47 \$	Gré à gré	UNSPSC : Tirage de câbles/Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles
112.	700267313	De Marque inc.	1 104,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Dictionnaires électroniques/Documentation électronique
113.	700268572	Délices du Parvis, Les	1 189,98 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de traiteurs/Services de restauration et traiteurs
114.	700269182	Deloitte S.E.N.C.R.L./S.R.L.	15 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services-conseils - planification stratégique/Services-conseils en gestion
115.	700263597	Déménagement Chicoutimi 1997 inc.	1 600,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de déménagement/Transport de courrier et de la marchandise
116.	700263179	Deschamps impression inc.	2 782,78 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
117.	700265695	Deschamps impression inc.	1 443,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
118.	700265848	Deschamps impression inc.	3 660,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
119.	700267495	Deschamps impression inc.	5 583,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
120.	700269003	Deschamps impression inc.	7 664,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
121.	700269159	Deschamps impression inc.	5 874,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
122.	700269502	Deschamps impression inc.	8 635,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
123.	700273718	Deschamps impression inc.	11 439,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
124.	700275559	Deschamps impression inc.	12 999,25 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
125.	700276065	Deschamps impression inc.	4 966,50 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
126.	700277545	Deschamps impression inc.	14 163,60 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
127.	700279210	Deschamps impression inc.	23 555,40 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression numérique/Services de reprographie
128.	700271003	Dialogue, Prévention et règlement des différends inc.	9 056,25 \$	Gré à gré	UNSPSC : Relations de travail/Services de ressources humaines
129.	700262861	Dionne, Francine	4 320,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services-conseils en gestion
130.	700267818	Dionne, Francine	6 776,15 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médiation - conciliation en relations du travail/Services de relations industrielles
131.	700274516	Dionne, Francine	8 860,78 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services-conseils en gestion
132.	700267503	Distribution Crochetière inc.	2 209,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Identification visuelle/Matériel d'identification, de signalisation et accessoires

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
133.	700270059	Distribution Crochetière inc.	1 695,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Porte-noms ou chevalets/Matériel d'identification, de signalisation et accessoires
134.	700270060	Distribution Crochetière inc.	2 222,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Identification visuelle/Matériel d'identification, de signalisation et accessoires
135.	700261810	Docucom Digital inc.	14 645,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Logiciels
136.	700262876	Docucom Digital inc.	8 230,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de réparation et d'entretien d'équipement bureautique/Services de gestion administrative
137.	700279661	Dominmarc inc.	1 470,92 \$	Gré à gré	UNSPSC : Tampon encreur ou tampon à timbrer/Fourniture de bureau
138.	700266102	Druide Informatique inc.	2 592,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Logiciels
139.	700263552	Duoson multimédia inc.	1 324,45 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services audiovisuels/Services de gestion administrative
140.	700270438	Duoson multimédia inc.	3 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services audiovisuels/Services de gestion administrative
141.	700259595	Duprey, Francine	15 315,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de prévention ou de lutte contre la toxicomanie/Prévention et lutte contre la maladie
142.	700271338	E.L.D.	1 947,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation au travail/Perfectionnement de la main-d'oeuvre/Formation professionnelle
143.	700265628	Eau Pure	10 008,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'entretien et de nettoyage de bureaux et d'immeubles/Services de nettoyage et d'entretien

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
144.	700279848	Ébénisterie Alain Durand	2 245,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Armoires-vestiaires/Ameublement de maison et de bureau
145.	700280213	Ébénisterie Alfredo Itée	1 330,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Tables/Ameublement de bureau
146.	700273826	École des Métiers de la Restauration et du Tourisme de Montréal (CS de Montréal)	2 873,85 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de restauration et traiteurs
147.	700280284	Édifice 500 Grande Allée Est inc.	5 630,76 \$	Gré à gré	UNSPSC : Pose de fenêtres, de portes ou de luminaires/Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles
148.	700269337	Éditions la Liberté	1 502,20 \$	Gré à gré	UNSPSC : Documentation électronique
149.	700272992	Électronique Microtech Canada inc.	7 272,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Horodateurs/Machine de bureau, fourniture et accessoire
150.	700262994	Emballages Mitchel-Lincoln Itée	1 516,38 \$	Gré à gré	UNSPSC : Caisses ou boîtes ondulées et autres fournitures d'emballage/Contenant et stockage
151.	700273581	Enseignes Bouffard S.E.N.C.	4 390,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Enseignes lumineuses/Matériel d'identification, de signalisation et accessoires
152.	700268449	Entreprises J. Montminy inc., Les	1 056,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Insignes de sécurité/Matériel d'identification, de signalisation et accessoires
153.	700275147	Entreprises Svoboda M V inc., Les	5 500,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Abonnement médias électroniques/Documentation électronique
154.	700275387	Entreprises Svoboda M V inc., Les	5 400,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Abonnement médias électroniques/Documentation électronique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
155.	700276306	Enveloppe Laurentide inc.	3 200,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
156.	700274998	Enveloppe Royal inc.	16 087,50 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression d'enveloppes, d'étiquettes, de cachets ou de sacs/Services de reprographie
157.	700268826	Ergotables.com inc.	14 940,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Tables/Ameublement de bureau
158.	700280210	Ergotables.com inc.	2 420,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Tables/Ameublement de bureau
159.	700264640	Espace Stratégies inc.	8 730,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services-conseils en gestion
160.	700220555-80	Étude Daniel Jean Huissier	1 457,83 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
161.	700220555-81	Étude Daniel Jean Huissier	1 096,18 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
162.	700220555-82	Étude Daniel Jean Huissier	1 041,63 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
163.	700097138-135	Étude Pierre Michaud, Huissier de justice, L'	1 004,15 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
164.	700097138-139	Étude Pierre Michaud, Huissier de justice, L'	1 005,25 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
165.	700097138-141	Étude Pierre Michaud, Huissier de justice, L'	1 458,31 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
166.	700097138-144	Étude Pierre Michaud, Huissier de justice, L'	1 061,07 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
167.	700270617	Événement Carrières inc., L'	2 065,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Salons et expositions/Marketing et distribution
168.	700265648	Expertises Michel Grégoire inc.	1 500,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
169.	700264916	Federal Express Canada Ltd	9 018,52 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de livraison locale de courrier et de petits colis/Transport de courrier et de marchandises
170.	700269746	Fédération des centres d'action bénévole du Québec	10 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Gestion d'évènements/Marketing et distribution
171.	700278669	Fédération des chambres de commerce de la province de Québec	10 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'experts-conseils ou de représentants d'organismes nommés pour siéger sur un conseil ou un comité
172.	700277022	FFA Expertise	1 750,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
173.	700277645	FFA Expertise	1 750,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
174.	700279399	FFA Expertise	1 525,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
175.	700261935	FIERI coaching et conseil stratégique inc.	18 550,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de ressources humaines
176.	700270242	Fonds de placement immobilier Cominar	3 500,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Parties ou accessoires associés à l'installation de bureau/Ameublement commercial et industriel

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
177.	700274994	Forages Chibougamau Itée	3 571,44 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions nolisés/Transport de passagers
178.	700275858	Forages Chibougamau Itée	3 571,44 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions nolisés/Transport de passagers
179.	700276340	Forages Chibougamau Itée	1 785,72 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions nolisés/Transport de passagers
180.	700278142	Forages Chibougamau Itée	1 785,72 \$	Gré à gré	UNSPSC : Agences de voyages/Services de voyages
181.	700269930	Formation Sylviane Guillot inc.	1 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Perfectionnement des cadres/Services de ressources humaines
182.	700267680	Formules d'Affaires modernes Itée	10 281,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
183.	700267799	Formules d'Affaires modernes Itée	12 117,55 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
184.	700275433	Formules d'Affaires modernes Itée	1 680,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
185.	700276063	Formules d'Affaires modernes Itée	6 595,25 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
186.	700279812	Formules d'Affaires modernes Itée	1 450,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
187.	700269441	Formulogic inc.	1 335,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Impression/Services de reprographie

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
188.	700267517	Foucher, Bernard	1 325,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'experts-conseils ou de représentants d'organismes nommés pour siéger sur un conseil ou un comité
189.	700271893	Freeman Audiovisuel Canada	2 678,25 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services audiovisuels/Services de gestion administrative
190.	700260124	Gagnon, Andrée	3 185,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services-conseils - gestion des affaires/Services-conseils en gestion
191.	700260104	Gagnon, Bertrand	2 009,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services-conseils - gestion des affaires/Services-conseils en gestion
192.	700271946	Gargouchet enr., Le	13 916,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Oeuvre d'art, pièce de collection et récompense
193.	700034878-127	Gauthier, Levy, associés inc.	1 135,43 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
194.	700034878-137	Gauthier, Levy, associés inc.	2 141,96 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
195.	700034878-138	Gauthier, Levy, associés inc.	1 634,82 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
196.	700034875-202	Gauthier, Montpetit, huissiers de justice inc.	1 351,47 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
197.	700259834	Gentilly Transit jeunesse	4 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services informatiques
198.	700267516	Gervais, Myriam	1 120,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'experts-conseils ou de représentants d'organismes nommés pour siéger sur un conseil ou un comité

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
199.	700272302	Gestion des communications Data Corp.	7 762,50 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
200.	700277095	Gestion MADC inc.	1 737,55 \$	Gré à gré	UNSPSC : Projecteurs et fournitures/Matériel pour création et présentation d'enregistrements audio et visuels
201.	700034881-188	Grenier et associés, huissiers de justice	1 004,32 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
202.	700034882-148	Grenier et associés, huissiers de justice	1 008,94 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
203.	700267138	Groupe Audaz inc.	2 789,92 \$	Gré à gré	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
204.	700268759	Groupe Audaz inc.	1 860,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
205.	700279113	Groupe de sécurité MGM inc.	1 781,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Coffre et armoire de rangement/Contenant et stockage
206.	700270261	Groupe Perspective (Québec) inc.	21 875,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de soutien à la gestion/Services de gestion administrative
207.	700271891	Guénette, Françoise	1 700,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services-conseils en gestion
208.	700197524-58	Hainault Gravel huissiers de justice inc.	1 264,15 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
209.	700197524-65	Hainault Gravel huissiers de justice inc.	1 973,77 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
210.	700197524-66	Hainault Gravel huissiers de justice inc.	1 073,07 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
211.	700197524-67	Hainault Gravel huissiers de justice inc.	1 108,59 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
212.	700263690	Hôtel Château Laurier Québec	7 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Hôtels et lieux d'hébergement et de réunion
213.	700277096	Hotel Gouverneur Le Noranda	1 085,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Salles de réunion ou de réception/Hôtels et lieux d'hébergement et de réunion
214.	700259600	Houde, Danielle	10 360,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'assurance - structures, propriétés et biens/Services d'assurance et de retraite
215.	700279856	Huard Électrique inc.	4 240,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'électricien/Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles
216.	700264450	Hypertec Systèmes inc.	7 150,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Imprimante laser/Matériel et accessoires informatiques
217.	700267262	Hypertec Systèmes inc.	7 568,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Ordinateurs de table/Matériel et accessoires informatiques
218.	700268868	Hypertec Systèmes inc.	8 095,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Scanneur/Matériel et accessoires informatiques
219.	700262607	Immigrant Québec	4 980,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Salons et expositions/Marketing et distribution
220.	700271002	Impressions Bourg-Royal inc., Les	1 195,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
221.	700267502	Imprimerie des Basses Laurentides enr.	4 428,54 \$	Gré à gré	UNSPSC : Timbres adhésifs/Adhésif et scellant
222.	700266786	Imprimerie Irving enr.	2 241,74 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
223.	700276305	Imprimerie Irving enr.	1 379,49 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
224.	700276054	Imprimerie Nicober inc.	4 560,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
225.	700278767	Imprimerie Nicober inc.	1 997,50 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
226.	700263952	Imprimerie Provinciale inc.	11 794,49 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
227.	700272269	Imprimerie Provinciale inc.	3 437,50 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
228.	700272066	Imprimerie Raymond Simard inc.	1 470,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
229.	700270965	Imprimerie sociale (1994) inc.	4 236,05 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression de matériel publicitaire ou promotionnel/Services de reprographie
230.	700271193	Imprimerie sociale (1994) inc.	1 375,98 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
231.	700272195	Imprimerie sociale (1994) inc.	2 688,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Impression/Services de reprographie

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
232.	700274233	Imprimerie sociale (1994) inc.	2 010,40 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
233.	700276320	Imprimerie sociale (1994) inc.	11 936,75 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
234.	700277569	Imprimerie sociale (1994) inc.	4 111,80 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
235.	700272375	Imprimerie Solisco inc.	10 284,50 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
236.	700267682	Industries Scriptam (1998) inc., Les	2 098,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Fournitures de bureau
237.	700264297	Informatique Mercier inc.	6 801,42 \$	Gré à gré	UNSPSC : Matériel et accessoires informatiques
238.	700266221	Informatique Mercier inc.	7 115,42 \$	Gré à gré	UNSPSC : Matériel et accessoires informatiques
239.	700268658	Informatique Mercier inc.	1 584,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Accessoires ou pièces pour dispositifs de communication personnels/Dispositifs et accessoires de communication
240.	700269344	Informatique Pro-Contact inc.	6 930,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Logiciels
241.	700275122	Informatique Pro-Contact inc.	3 317,10 \$	Gré à gré	UNSPSC : Ordinateurs/Matériel et accessoires informatiques
242.	700277535	Informatique Pro-Contact inc.	6 547,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Batteries, piles, accumulateurs, éléments et accessoires/Batteries, générateurs et transmissions d'énergie cinétique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
243.	700270612	Institut d'administration publique de Québec	1 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation ou perfectionnement de la main-d'oeuvre/Services de ressources humaines
244.	700274239	Institut d'administration publique de Québec	1 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Inscription à des congrès ou colloques/Organisations, associations et mouvements civiques
245.	700268318	Institut des auditeurs internes - section de Québec	1 110,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Inscription à des activités de formation/Institutions d'enseignement
246.	700274780	Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques	12 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services-conseils en gestion
247.	700277434	Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques	12 800,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation au travail/Perfectionnement de la main-d'oeuvre/Formation professionnelle
248.	700263694	International Air Transport Association (IATA)	5 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Hôtels et lieux d'hébergement et de réunion
249.	700263704	JLR Solutions Foncières	1 250,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Logiciels
250.	700279449	JLR Solutions Foncières	1 250,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Logiciels
251.	700265013	Jobidon, Denis	1 420,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
252.	700265403	Jobidon, Denis	1 420,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
253.	700262995	Joseph Clermont inc.	6 988,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Fournitures de bureau

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
254.	700265888	Joseph Clermont inc.	4 512,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Fournitures de bureau
255.	700274797	Joseph Clermont inc.	2 040,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Fournitures de bureau
256.	700277737	Joseph Clermont inc.	15 384,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
257.	700265567	Kopel inc.	4 400,07 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'entreprises de publipostage/Marketing et distribution
258.	700263953	L.L. Lozeau Itée	15 013,06 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Caméras pour vidéoconférences/Matériel pour photographie, filmage ou enregistrement vidéo
259.	700279851	Lafortune Légal	1 245,29 \$	Gré à gré	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
260.	700275212	Lapierre, Patricia (médecin)	15 519,20 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins de première ligne/Exercice de la médecine
261.	700259601	Lecomte, France	14 365,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'assurance - structures, propriétés et biens/Services d'assurance et de retraite
262.	700267519	Letendre, Robert	1 339,40 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'experts-conseils ou de représentants d'organismes nommés pour siéger sur un conseil ou un comité
263.	700267160	Lizotte Médico-Experts	1 995,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
264.	700269475	Lizotte Médico-Experts	1 270,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
265.	700274513	Lizotte Médico-Experts	1 950,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
266.	700270049	Logic-contrôle inc.	10 320,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Matériel de surveillance et de détection/Sécurité, surveillance et détection
267.	700264727	Logilys inc.	18 230,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services informatiques
268.	700275215	Loiselle, Luc A (médecin)	10 763,20 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins de première ligne/Exercice de la médecine
269.	700273123	Malaket Management	8 050,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation ou perfectionnement de la main-d'oeuvre/Services de ressources humaines
270.	700270232	Mallette S.E.N.C.R.L.	24 500,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de vérification/Comptabilité et vérification
271.	700273093	Marquis Imprimeur inc.	1 615,35 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
272.	700264715	Médifice inc.	8 718,47 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'électricien/Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles
273.	700276806	Meltwater News Canada inc.	8 400,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Documentation électronique
274.	700262393	Micro Logic Sainte-Foy ltée	16 251,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Ordinateurs/Matériel et accessoires informatiques
275.	700266397	Micro Logic Sainte-Foy ltée	23 816,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Tablette d'ordinateur/Matériel et accessoires informatiques

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
276.	700271595	Micro Logic Sainte-Foy ltée	1 056,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Logiciels
277.	700267381	Millette, Robert	5 800,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de nettoyage du mobilier et de tissus/Services de nettoyage et d'entretien
278.	700265235	Miroirs St-Antoine inc., Les	1 560,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Miroirs de sécurité convexes/Sécurité, surveillance et détection
279.	700265920	Monette express [Québec]	3 750,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de déménagement/Transport de courrier et de la marchandise
280.	700269339	Moody's Analytics Inc.	1 850,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Documentation électronique
281.	700269668	Moore Canada Corporation	2 672,46 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
282.	700272070	Moore Canada Corporation	18 163,20 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
283.	700269059	Mouvement québécois de la qualité (M.Q.Q.)	1 056,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Cotisation à des organisations, associations et mouvements civiques/Organisations, associations et mouvements civiques
284.	700266025	Multihexa Québec inc.	5 964,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services en technologie de l'information/Services informatiques
285.	700268448	Multisystems	1 940,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de programmation d'applications/Services informatiques
286.	700267819	Nedco ® (Rexel Canada électrique inc.)	1 546,60 \$	Gré à gré	UNSPSC : Casques d'écoute/Dispositifs et accessoires de communication

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
287.	700266465	Nedco Québec	1 445,96 \$	Gré à gré	UNSPSC : Casques d'écoute/Dispositifs et accessoires de communication
288.	700262225	Néopost Canada limitée	16 239,36 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Machine à traiter le courrier/Machine de bureau, fourniture et accessoire
289.	700265576	Neopost services location Canada limitée	1 438,20 \$	Gré à gré	UNSPSC : Timbreuses/Machine de bureau, fourniture et accessoire
290.	700265632	Neopost services location Canada limitée	6 871,32 \$	Gré à gré	UNSPSC : Timbreuses/Machine de bureau, fourniture et accessoire
291.	700267681	Neopost services location Canada limitée	2 940,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Ouvre-lettre/Fourniture de bureau
292.	700272665	Neopost services location Canada limitée	2 359,80 \$	Gré à gré	UNSPSC : Service d'entretien et de réparation d'outils
293.	700273054	Neptune Security Services inc.	3 780,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de gardiens/Sûreté et sécurité personnelle
294.	700273058	Nimble Information Strategies inc.	4 050,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Logiciels
295.	700276700	Nimble Information Strategies inc.	8 703,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Matériel et accessoires informatiques
296.	700262552	Nor-Pel inc.	1 230,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'expédition, de ramassage ou de livraison du courrier/Transport de courrier et de la marchandise
297.	700266101	Novaxis Solutions inc.	1 323,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation au travail/Perfectionnement de la main-d'œuvre/Formation professionnelle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
298.	700264801	Novexco inc.	2 412,32 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Casques d'écoute/Dispositifs et accessoires de communication
299.	700278728	Novexco inc.	2 339,28 \$	Gré à gré	UNSPSC : Casques d'écoute/Dispositifs et accessoires de communication
300.	700259455	Objectif Lune inc.	9 420,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Logiciels
301.	700274692	Oburo	1 173,25 \$	Gré à gré	UNSPSC : Acquisition d'ameublement de bureau
302.	700270970	Océanick inc.	1 812,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'entretien et de nettoyage de bureaux et d'immeubles/Services de nettoyage et d'entretien
303.	700267185	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	1 499,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation au travail/Perfectionnement de la main-d'oeuvre/Formation professionnelle
304.	700267448	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	1 999,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation au travail/Perfectionnement de la main-d'oeuvre/Formation professionnelle
305.	700267740	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	3 998,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation au travail/Perfectionnement de la main-d'oeuvre/Formation professionnelle
306.	700268202	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	1 999,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation au travail/Perfectionnement de la main-d'oeuvre/Formation professionnelle
307.	700268475	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	1 499,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation au travail/Perfectionnement de la main-d'oeuvre/Formation professionnelle
308.	700269440	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	1 999,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation au travail/Perfectionnement de la main-d'oeuvre/Formation professionnelle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
309.	700259555	O'Sullivan, Anne	3 185,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services-conseils - gestion des affaires/Services-conseils en gestion
310.	700269715	Panavideo inc.	4 134,60 \$	Gré à gré	UNSPSC : Entretien ou surveillance de systèmes d'alarme ou de surveillance/Sûreté et sécurité personnelle
311.	700277024	Papeterie Cartier inc.	1 805,65 \$	Gré à gré	UNSPSC : Accessoires et équipement de téléphonie/Équipement de réseau, données, voix ou multimédia ou plateformes et accessoires
312.	700260951	Papiers Coderr, Les	5 691,60 \$	Gré à gré	UNSPSC : Destruction en usine de documents papier/Sûreté et sécurité personnelle
313.	700264903	Part du Chef	1 184,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de traiteurs/Services de restauration et traiteurs
314.	700270874	Petersen, Manuel	16 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de production vidéo/Services de photographie
315.	700267518	Pineault, Madeleine	1 244,64 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'experts-conseils ou de représentants d'organismes nommés pour siéger sur un conseil ou un comité
316.	700261926	Pitney Bowes du Canada Ltée	4 968,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Machine à traiter le courrier/Machine de bureau, fourniture et accessoire
317.	700266396	Pitney Bowes du Canada Ltée	5 760,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Timbreuses/Machine de bureau, fourniture et accessoire
318.	700266464	Pitney Bowes du Canada Ltée	5 760,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Timbreuses/Machine de bureau, fourniture et accessoire
319.	700280103	Pitneyworks	1 615,10 \$	Gré à gré	UNSPSC : Timbreuses/Machine de bureau, fourniture et accessoire

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
320.	700275437	Pixim Solutions inc.	22 614,35 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
321.	700276178	Pixim Solutions inc.	4 072,47 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
322.	700279548	Présence Informatique inc.	4 290,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Accessoires ou pièces pour dispositifs de communication personnels/Dispositifs et accessoires de communication
323.	700279242	Prince design inc.	1 199,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Bureaux/Ameublement de bureau
324.	700265159	Production J.G. inc.	4 710,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
325.	700268498	Propair inc.	10 068,60 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
326.	700279174	Provencher, Éric	1 645,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de nettoyage et d'entretien
327.	700271499	Provigo Distribution inc.	14 500,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles
328.	700278375	QuébecMATIC Gestion de files d'attente ltée	13 990,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Système de contrôle de mise en file d'attente/Maintien de l'ordre
329.	700268160	Recyclage Vanier	14 400,01 \$	Gré à gré	UNSPSC : Destruction en usine de documents papier/Sûreté et sécurité personnelle
330.	700268634	Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail	3 014,86 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation au travail/Perfectionnement de la main-d'œuvre/Formation professionnelle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
331.	700271844	Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail	3 833,94 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services-conseils en gestion
332.	700280092	Relocalisation Quali-T-Plus	1 472,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de déménagement/Transport de courrier et de la marchandise
333.	700280104	Relocalisation Quali-T-Plus	1 885,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de déménagement/Transport de courrier et de la marchandise
334.	700262095	Réseau action TI	2 200,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Inscription à des activités de formation/Institutions d'enseignement
335.	700264446	Réseau action TI	3 187,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Inscription à des congrès ou colloques/Organisations, associations et mouvements civiques
336.	700272975	Réseau action TI	1 400,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Inscription à des congrès ou colloques/Organisations, associations et mouvements civiques
337.	700273059	Réseau action TI	5 040,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Inscription à des activités de formation/Institutions d'enseignement
338.	700276474	RM Psychologie organisationnelle	3 561,75 \$	Gré à gré	UNSPSC : Médiation - Psychologue/Services de médiation
339.	700263739	Robertson, Carmen	8 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services-conseils - technologies de l'information/Services-conseils en gestion
340.	700275115	Rogers Communications Canada inc.	2 033,60 \$	Gré à gré	UNSPSC : Connecteurs ou répéteurs multiports universels/Matériel et accessoires informatiques
341.	700274796	Roselyne Giguère coaching stratégique inc.	2 250,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Inscription à des activités de formation/Institutions d'enseignement

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
342.	700269174	S.I.R.C.O.	14 606,40 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services-conseils en gestion
343.	700278467	Salon des entreprises de Gatineau	2 500,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Salons et expositions/Marketing et distribution
344.	700265649	Sandalwood Management Canada ULC	20 140,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de rénovation, restauration/Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles
345.	700268574	Sandalwood Management Canada ULC	1 735,16 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'aménagement de bureau - gestion de parc mobilier
346.	700270434	Sandman Hôtel Montréal Longueuil	24 500,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Hôtels et lieux d'hébergement et de réunion
347.	700271518	Sécur-Alerte inc.	1 750,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Quincaillerie de verrouillage et de sécurité et accessoires/Sécurité, surveillance et détection
348.	700270126	Sécurité Contrôle GD inc.	1 264,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Matériel de surveillance et de détection/Sécurité, surveillance et détection
349.	700279578	Sécurité Contrôle GD inc.	2 112,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Service de systèmes de sécurité/Sûreté et sécurité personnelle
350.	700260610	Segma Recherche	17 437,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Marketing et distribution
351.	700263960	Sensus Communications Solutions inc.	4 492,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Casques d'écoute/Dispositifs et accessoires de communication
352.	700269633	Service d'aide aux Néo-Canadiens (Sherbrooke) inc.	3 500,00 \$	Option de renouvellement	UNSPSC : Interprètes/Services de voyages

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
353.	700277687	Services conseils Hardy inc., Les	2 375,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Perfectionnement de la main-d'oeuvre - secteur public/Formation professionnelle
354.	700265332	Services Triad inc.	21 680,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services-conseils en gestion
355.	700262043	Siemens Canada limitée	5 644,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Systèmes de contrôle d'accès ou de sécurité/Sécurité, surveillance et détection
356.	700276390	Sisca Solutions d'Affaires Canada inc.	3 540,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
357.	700279665	SmartPrint inc.	1 818,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Cartouche d'encre/Machine de bureau, fourniture et accessoire
358.	700269630	Société de transport de Montréal	2 700,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Transport de passagers
359.	700268953	Société du Palais des congrès de Montréal	3 885,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Salles de réunion ou de réception/Hôtels et lieux d'hébergement et de réunion
360.	700271346	Société du Palais des congrès de Montréal	6 405,98 \$	Gré à gré	UNSPSC : Salles de réunion ou de réception/Hôtels et lieux d'hébergement et de réunion
361.	700268080	Société en commandite Kevlar	13 123,63 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'aménagement de bureau - gestion de parc mobilier
362.	700269857	Société en commandite transport de valeurs GARDA	20 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de transport de valeurs
363.	700275621	Société en commandite transport de valeurs GARDA	4 977,84 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de transport de valeurs

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
364.	700270247	Société L.D.B.	5 109,13 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles
365.	700275418	Solutions de Communication Sensus, Les	1 560,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Accessoires ou pièces pour dispositifs de communication personnels/Dispositifs et accessoires de communication
366.	700277795	Solutions TRIMA inc.	6 750,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation ou perfectionnement de la main-d'oeuvre/Services de ressources humaines
367.	700262784	SOM	20 295,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services-conseils en gestion
368.	700273572	Staples Advantage	2 588,85 \$	Gré à gré	UNSPSC : Projecteur multimédia/Matériel pour création et présentation d'enregistrements audio et visuels
369.	700279013	Staples Advantage	1 471,58 \$	Gré à gré	UNSPSC : Projecteur multimédia/Matériel pour création et présentation d'enregistrements audio et visuels
370.	700260458	Statistique Canada	4 235,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Documentation électronique
371.	700265210	Statistique Canada	16 940,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Documentation électronique
372.	700265214	Statistique Canada	17 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Documentation électronique
373.	700279400	Studio de photo québécois inc.	2 234,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Impression numérique/Services de reprographie
374.	700277383	Sullivan centre de langues	1 260,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation au travail/Perfectionnement de la main-d'oeuvre/Formation professionnelle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
375.	700268995	Supremex inc.	11 842,50 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
376.	700270730	Supremex inc.	3 438,00 \$	Appel d'offres sur invitation	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
377.	700276289	Synergo inc.	1 500,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
378.	700265892	TBC Constructions inc.	2 568,45 \$	Gré à gré	UNSPSC : Installation, entretien ou réparation de systèmes de climatisation/Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles
379.	700275768	TC Media (Médias Transcontinental S.E.N.C.)	1 785,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Inscription à des congrès ou colloques/Organisations, associations et mouvements civiques
380.	700273055	Technologia	4 500,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation au travail/Perfectionnement de la main-d'oeuvre/Formation professionnelle
381.	700279064	Technologia	3 475,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Formation au travail/Perfectionnement de la main-d'oeuvre/Formation professionnelle
382.	700262390	Teknion Roy & Breton inc.	24 596,90 \$	Gré à gré	UNSPSC : Postes de travail et ensembles de bureau/Ameublement commercial et industriel
383.	700264714	Teknion Roy & Breton inc.	3 879,80 \$	Gré à gré	UNSPSC : Acquisition d'ameublement de bureau
384.	700265506	Teknion Roy & Breton inc.	3 732,25 \$	Gré à gré	UNSPSC : Acquisition d'ameublement de bureau
385.	700270041	Teknion Roy & Breton inc.	12 948,20 \$	Gré à gré	UNSPSC : Postes de travail et ensembles de bureau/Ameublement commercial et industriel

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
386.	700270195	Teknion Roy & Breton inc.	11 026,85 \$	Gré à gré	UNSPSC : Modules de connexion pour meubles modulaires/Ameublement de bureau
387.	700279394	Teknion Roy & Breton inc.	18 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Acquisition d'ameublement de bureau
388.	700266220	Télécom-optique	12 651,60 \$	Gré à gré	UNSPSC : Maintenance ou soutien pour le matériel informatique/Services informatiques
389.	700263595	Tournant 3F inc., Le	1 798,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de transport routier local/Transport de courrier et de marchandises
390.	700270950	Toxpert	4 673,33 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
391.	700034966-283	Valade & associés S.E.N.C. huissiers de justice	1 208,70 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
392.	700034966-284	Valade & associés S.E.N.C. huissiers de justice	1 266,56 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
393.	700034966-287	Valade & associés S.E.N.C. huissiers de justice	1 182,01 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
394.	700034966-290	Valade & associés S.E.N.C. huissiers de justice	1 651,78 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
395.	700034966-291	Valade & associés S.E.N.C. huissiers de justice	1 111,55 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques
396.	700034966-292	Valade & associés S.E.N.C. huissiers de justice	1 191,30 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de huissier de justice/Services juridiques

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-07 - ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
397.	700267167	Ville de Sainte-Thérèse	3 053,25 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles
398.	700263463-20	Voyages CAA	1 224,43 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
399.	700263463-21	Voyages CAA	1 639,84 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
400.	700263463-26	Voyages CAA	3 279,68 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
401.	700275855	Westin Montréal	2 321,65 \$	Gré à gré	UNSPSC : Salles de réunion ou de réception/Hôtels et lieux d'hébergement et de réunion

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

VOLET - EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CONTRATS DE SERVICES À COMMANDES OU CONTRATS À EXÉCUTION SUR DEMANDE

RG-07 - ANNEXE 2

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

#	No contrat	Fournisseur	Montant maximal du contrat	Mode d'octroi	Description
1.	700260715	Bédard, Renée	18 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de rédaction et de soutien/Rédaction et traduction
2.	700273022	Biron, Monique	18 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de traduction/Rédaction et traduction
3.	700260885	CD Impact inc.	17 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de production vidéo/Services de photographie
4.	700262976	Composition Ste-Foy inc. (CSF)	18 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de traduction/Rédaction et traduction
5.	700260886	Contact visuel de Québec inc.	17 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services audiovisuels/Services de gestion administrative
6.	700274663	Côté, Mireille	15 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de correction d'épreuves/Rédaction et traduction
7.	700260029	Courrielleur inc.	3 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services informatiques
8.	700271138	Crayon rouge enr., Le	10 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de rédaction/Rédaction et traduction
9.	700260884	Dupont, Caroline	8 500,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de production vidéo/Services de photographie
10.	700271137	Ecritures, Etc. inc.	15 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de traduction/Rédaction et traduction
11.	700262974	Evans, K.-Benoît	18 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de traduction/Rédaction et traduction
12.	700277626	Fondation des Sourds du Québec, La	17 500,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services audiovisuels/Services de gestion administrative

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

VOLET - EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CONTRATS DE SERVICES À COMMANDES OU CONTRATS À EXÉCUTION SUR DEMANDE

RG-07 - ANNEXE 2

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

#	No contrat	Fournisseur	Montant maximal du contrat	Mode d'octroi	Description
13.	700262906	Groupe Réalisation TV inc.	17 020,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de production vidéo/Services de photographie
14.	700272223	Knapp, Kerry	18 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de traduction/Rédaction et traduction
15.	700259148	Laliberté, Pierre-Marc	17 500,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de production vidéo/Services de photographie
16.	700276242	Lavoie, Sébastien	21 500,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de campagne publicitaire/Publicité
17.	700273023	Lawson, Kathryn	18 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de traduction/Rédaction et traduction
18.	700260883	Mac Design enr.	16 400,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de production vidéo/Services de photographie
19.	700269086	McGain, Alison	12 500,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de traduction/Rédaction et traduction
20.	700274655	Mels Studios et Postproductions S.E.N.C.	16 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services audiovisuels/Services de gestion administrative
21.	700274656	Paradoxx productions multimédia inc.	16 150,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de production vidéo/Services de photographie
22.	700270874	Peterson, Manuel	16 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de production vidéo/Services de photographie
23.	700262160	Provençal, Fanny	18 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de rédaction et de soutien/Rédaction et traduction
24.	700275494	Sénéchal, Pierre	10 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de correction d'épreuves/Rédaction et traduction

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
VOLET - EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
CONTRATS DE SERVICES À COMMANDES OU CONTRATS À EXÉCUTION SUR DEMANDE

RG-07 - ANNEXE 2

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

#	No contrat	Fournisseur	Montant maximal du contrat	Mode d'octroi	Description
25.	700262161	Services d'édition Guy Connolly	15 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de traduction/Rédaction et traduction
26.	700260887	Sono Vidéo inc.	17 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services audiovisuels/Services de gestion administrative
27.	700274660	Studio LNTBB inc.	19 850,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de production vidéo/Services de photographie
28.	700266431	Traduction à la page	10 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de traduction/Rédaction et traduction
29.	700274661	Tétreault, Solange	15 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de traduction/Rédaction et traduction
30.	700274662	Tremblay, Isabelle (Des mots et des lettres)	15 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de traduction/Rédaction et traduction
31.	700274514	TVGO inc.	17 500,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de production vidéo/Services de photographie
32.	700261954	Willmot, Rod	18 000,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de traduction/Rédaction et traduction

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-08

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Exposé et statistiques :

Aucun contrat ayant été conclu entre le 1^{er} avril 2017 et le 28 février 2018 n'a fait l'objet d'une autorisation en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1).

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

SOURCE : DGRFC

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 19 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-09

Titre :

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Exposé et statistiques :

Vous trouverez l'information présentée en annexe.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>, à l'exception des réponses aux sous-questions b) et c) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

SOURCE : DGRFC

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 22 mars 2018

RG09_03-24_SSGRI.DOCX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-09 - ANNEXE 1 - Liste des appels d'offres publics

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

# RG09	Soumissionnaire retenu	Montant de la soumission	Mode de sollicitation	Autre(s) soumissionnaire(s) et montant(s) soumis
1	La Société conseil Lambda inc.	1 037 120 \$	Appel d'offres fondé sur le rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Multiforce : 1 156 995 \$ Alithya : 1 215 475 \$ R3D Conseil : 1 309 875 \$ LEVIO Conseil : ne s'est pas qualifié à l'étape de l'évaluation de la qualité
2	En toute confiance inc. / In fidem	1 494 717 \$	Appel d'offres fondé sur le rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Cofomo-EMERION : 1 789 805 \$
3	Dyade Communication	26 190 \$	Appel d'offres fondé sur le plus bas soumissionnaire	Lucie Poulin : 26 675 \$
4	Société Conseil Groupe LGS	5 495 488 \$	Appel d'offres fondé sur le rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Momentum Technologies : ne s'est pas qualifié à l'étape de l'évaluation de la qualité Groupe CGI : 6 247 204 \$
	La Société conseil Lambda inc.	2 239 195 \$	Appel d'offres fondé sur le rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	TechnoConseil TC : 2 637 485 \$
5	Société Conseil Groupe LGS	4 757 500 \$	Appel d'offres fondé sur le plus bas soumissionnaire	Cofomo-EMERION : 5 814 709 \$ R3D Conseil : 8 272 550 \$ GDG Informatique et Gestion : 9 044 490 \$
6	Groupe Alithya	1 277 030 \$	Appel d'offres fondé sur le plus bas soumissionnaire	Connex Québec : 2 705 450 \$
7	Multiforce Technologies	902 108 \$	Appel d'offres fondé sur le plus bas soumissionnaire	Société Conseil Groupe LGS : 1 092 040 \$ Groupe Alythia : 1 151 920 \$ Cofomo-EMERION : 1 261 404 \$ Groupe CGI : 1 373 528 \$

# RG09	Soumissionnaire retenu	Montant de la soumission	Mode de sollicitation	Autre(s) soumissionnaire(s) et montant(s) soumis
8	Momentum Technologies	1 299 375 \$	Appel d’offres fondé sur le plus bas soumissionnaire	GDG Informatique et Gestion : 1 556 940 \$ R3D Conseil : 1 567 500 \$
9	Transition Services Conseils	1 990 170 \$	Appel d’offres fondé sur le plus bas soumissionnaire	Multiforce Technologies : 1 999 954 \$ La Société conseil Lambda inc. : 2 307 060 \$ Société Conseil Groupe LGS : 2 344 500 \$ Cofomo-EMERION : 2 351 803 \$
10	Groupe Alithya	2 597 490 \$	Appel d’offres fondé sur le plus bas soumissionnaire	LEVIO Conseils : 2 685 690 \$ Miron-Paquin Conseils : 2 838 717 \$ Cofomo-EMERION : 2 855 386 \$ La Société conseil Lambda inc. : 2 862 090 \$
11	Transition Services Conseils	3 386 250 \$	Appel d’offres fondé sur le rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	La Société conseil Lamdba : 3 594 170 \$ Groupe Alithya : 3 773 800 \$
12	Marie-Josée Perreault	34 600 \$	Appel d’offres fondé sur le rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	APE : 56 060 \$
13	Rowe Gravel Garceau consultants en ressources humaines	59 180 \$	Appel d’offres fondé sur le rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Marie-Josée Perreault : 53 035 \$ Cible emploi : ne s'est pas qualifié à l'étape de l'évaluation de la qualité Note : Le contrat a été octroyé au soumissionnaire ayant obtenu le prix ajusté le plus bas, soit le montant soumis ajusté après avoir appliqué la grille de calcul fondé sur le rapport qualité-prix.
14	Rowe Gravel Garceau consultants en ressources humaines	99 424 \$	Appel d’offres fondé sur le rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Marie-Josée Perreault : 93 080 \$ Groupe CGRH : 120 825 \$ Rise Smart : ne s'est pas qualifié à l'étape de l'évaluation de la qualité Note : Le contrat a été octroyé au soumissionnaire ayant obtenu le prix ajusté le plus bas, soit le montant soumis ajusté après avoir appliqué la grille de calcul fondé sur le rapport qualité-prix.

# RG09	Soumissionnaire retenu	Montant de la soumission	Mode de sollicitation	Autre(s) soumissionnaire(s) et montant(s) soumis
15	ICO Technologies inc.	214 520 \$	Appel d’offres fondé sur le plus bas soumissionnaire	Gestion D'Amboise Inc. : 550 000 \$ Groupe AZUR : 1 155 757 \$
16	Bell Canada	588 426 \$	Appel d’offres fondé sur le plus bas soumissionnaire	Edu-Performance Canada. : n'a pas respecté les conditions de conformité Xpertics Solutions Inc. : 779 050 \$
17	Solotech Québec inc.	338 370 \$	Appel d’offres fondé sur le plus bas soumissionnaire	Connex Québec : n'a pas respecté les conditions de conformité CBCI Telecom Canada Inc. : 345 204 \$ Sono Vidéo Inc. : 375 428 \$
18	Dexero inc.	269 500 \$	Appel d’offres fondé sur le plus bas soumissionnaire	Sponsorium International Inc. : 496 000 \$ Bell Canada : 594 520 \$
19	Meubles Morais inc.	1 052 690 \$	Appel d’offres fondé sur le plus bas soumissionnaire	Global Upholstery Co inc. : 1 067 475 \$ Ébenisterie Alfredo Ltée. : 1 189 225 \$ Sustema Inc. : 1 218 804 \$ Ergotables : 1 328 082 \$ PallChantiers Inc. : 1 432 828 \$ Corcan : n'a pas respecté les conditions de conformité
20	Teknion Roy & Breton	465 653 \$	Appel d’offres fondé sur le plus bas soumissionnaire	Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-10

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques :

Les informations se retrouvent dans la réponse à la question 7.

SOURCE : DGRFC

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 20 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-12

Titre :

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

Exposé et statistiques :

La liste des projets informatiques de plus de 100 000 \$ en réalisation en 2017-2018 est présentée en annexe.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante :

<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>, à l'exception des réponses aux sous-questions c), e), g), h), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

SOURCE : DGSAPS
COLLABORATION : DGRFC et DGTI
VALIDATION : DGRFC
DATE : 23 mars 2018

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

Nom du projet	Nature du projet	Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet (k\$)	Sommes totales engagées à ce jour (k\$) (Note 1)	% de réalisation à ce jour	Évaluation - Logiciel libre (Note 2)	Pénalités appliquées aux sous-traitants (Note 3)
Non-conversion des dépôts directs en chèque du versement mensuel de l'aide financière de dernier recours (AFDR)	Actuellement, les personnes prestataires qui bénéficient du dépôt direct voient ce dépôt converti en chèque lorsque leur déclaration mensuelle n'a pas été retournée en temps voulu ou lorsqu'elles sont convoquées pour une rencontre individualisée. Ces situations génèrent des risques lors de la gestion et de la manipulation des pièces. La libération du versement, tant par dépôt direct que par chèque, sera effectuée centralement. Le projet consiste à apporter des modifications au système informatique actuel de l'émission spéciale pour le remplacement d'un versement de l'AFDR. Celui-ci contribuera à l'atteinte de l'objectif du plan stratégique du Ministère visant à faire évoluer les pratiques de gestion de l'organisation vers une performance accrue.	483,3	594,6	100%	s. o.	s. o.
Gestion et suivi des demandes de la clientèle (Traçabilité)	<p>La création d'Entreprises Québec fait suite à une annonce gouvernementale effectuée lors du discours sur le budget 2014-2015 où, au regard des meilleures pratiques internationales, le gouvernement entend offrir l'ensemble des services destinés aux entreprises sous une même entité.</p> <p>Entreprises Québec constitue une réponse aux besoins des entreprises, qui souhaitent transiger avec le gouvernement sans avoir à multiplier les démarches auprès de divers ministères et organismes.</p> <p>Afin de maximiser l'offre de services, le Ministère doit se doter d'un outil assurant la traçabilité des demandes des entreprises transférées de la première à la deuxième ligne de services et ainsi permettre à Entreprises Québec et aux partenaires actuels et futurs d'y répondre efficacement.</p> <p>En cohérence avec la planification stratégique du Ministère, le projet concourt directement à simplifier l'accès aux services et vise l'efficience au sein d'une organisation en évolution.</p>	299,4	195,4	92%	oui	s. o.
Désuétude technologique VB6	<p>Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale possède des applications pour lesquelles le langage de programmation VB6 est utilisé. Ce projet purement technologique consiste à faire évoluer les applications utilisant VB6 de façon à maintenir la continuité des services à la clientèle des domaines d'affaires concernés par ces applications.</p> <p>Le projet contribuera à l'atteinte de l'objectif du plan stratégique du Ministère visant à déployer une stratégie pour contrer la désuétude technologique et assurer l'évolution des services.</p>	4 828,4	1 211,0	25%	s. o.	oui ⁴

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

Remplacement du processus de déclaration mensuelle	<p>Tous les mois, les prestataires de l'aide financière de dernier recours reçoivent un document en trois parties : un chèque ou un avis de dépôt direct, la déclaration mensuelle et le carnet de réclamation.</p> <p>Les prestataires du programme de l'aide sociale doivent remplir et retourner la déclaration mensuelle, qu'il y ait changement ou non à leur situation.</p> <p>Le projet consiste à abolir l'obligation de retourner la déclaration mensuelle pour cette clientèle, ce qui implique de cesser l'envoi de la déclaration mensuelle à tous les prestataires, tout en permettant à ces derniers de répondre à leur obligation d'informer de tout changement, soit en communiquant avec le Centre de communication à la clientèle, en remplissant la déclaration en ligne ou en se rendant au comptoir de leur bureau de proximité.</p> <p>En cohérence avec la planification stratégique du Ministère, le projet permet une prestation de services adaptée et simplifiée en tirant profit des ressources informationnelles.</p>	591,0	352,1	77%	s. o.	s. o.
Programme objectif emploi	Réalisation des travaux informatiques liés à la mise en œuvre du programme objectif emploi, lequel a débuté le 1er avril 2018.	3 913,2	1 937,6	49%	s.o.	s. o.

Note 1 : Les sommes totales engagées à ce jour correspondent aux coûts réels recensés au 28 février 2018.

Note 2 : S. O. signifie que l'évaluation d'un logiciel libre ne s'applique pas étant donné que le projet vise principalement à modifier ou à améliorer les applications ou les technologies déjà en place.

Note 3 : S. O. signifie qu'aucune pénalité n'a été appliquée dans le cadre de ce projet.

Note 4 : Une pénalité de 2 000 \$ a été appliquée en regard de la non-disponibilité d'une ressource dans le délai de 10 jours ouvrables, tel que stipulé au contrat.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

Titre :

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

I. a) au Québec;

II. b) à l'extérieur du Québec.

Exposé et statistiques :

Volet Emploi et Solidarité sociale, les dépenses sont les suivantes :

Photocopies :	<u>16 945 \$</u>
Mobilier de bureau et ameublement :	<u>665 \$</u>
Décoration et embellissement :	<u>0 \$</u>
Distributeur d'eau de source :	<u>0 \$</u>
Frais de transport, d'hébergement et de repas :	<u>101 969 \$</u>
Frais d'alcool et de fêtes :	<u>0 \$</u>
Perfectionnement :	<u>6 600 \$</u>

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

SOURCE : DGRFC
COLLABORATION :
VALIDATION : DGRFC
DATE : 2018-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

Titre :

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

- a-b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes;
- r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

a-b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Les données présentées sont celles de l'année 2017-2018. Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l'**effectif régulier** par rapport à l'**effectif régulier total en lien d'emploi au 28 février 2018**, soit **5 129** employés réguliers au Ministère, volet Emploi et Solidarité sociale, pour 2017-2018, excluant :

- le personnel du Conseil de gestion de l'assurance parentale;

- le personnel non assujetti à la Loi sur la fonction publique, à l’exception des membres de la haute direction;
- le personnel de la Ville de Montréal. Les données concernant l’effectif de la Ville de Montréal se retrouvent dans une fiche spécifique (RG15a - Ville de Montréal).

La catégorie d’emplois « personnel d’encadrement » inclut la haute direction ainsi que les cadres et la catégorie d’emplois « fonctionnaires » inclut les techniciens, les employés de soutien et les ouvriers.

Répartition par catégorie d’emplois, sexe et groupe d’âge
(données au 28 février 2018)

Personnel d'encadrement ¹						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	4	0,1	3	0,1	7	0,1
35 ans et plus	108	2,1	188	3,7	296	5,8
TOTAL	112	2,2	191	3,7	303	5,9

¹ Inclut 9 membres de la haute direction (5 hommes et 4 femmes).

Professionnels						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	58	1,1	100	1,9	158	3,1
35 ans et plus	485	9,5	813	15,9	1 298	25,3
TOTAL	543	10,6	913	17,8	1 456	28,4

Fonctionnaires						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	52	1,0	286	5,6	338	6,6
35 ans et plus	547	10,7	2 485	48,4	3 032	59,1
TOTAL	599	11,7	2 771	54,0	3 370	65,7

TOTAL						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	114	2,2	389	7,6	503	9,8
35 ans et plus	1 140	22,2	3 486	68,0	4 626	90,2
TOTAL	1 254	24,4	3 875	75,6	5 129	100,0

Répartition de membres de groupes cibles par catégorie d’emplois et groupe d’âge
(données au 28 février 2018)

Personnel d’encadrement				
Groupes d’âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	3	5	0	16
TOTAL	3	5	0	16

Professionnels				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	3	1	0	19
35 ans et plus	11	11	13	83
TOTAL	14	12	13	102
Fonctionnaires				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	9	2	1	36
35 ans et plus	95	54	28	418
TOTAL	104	56	29	454

TOTAL								
Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	12	0,2	3	0,1	1	0,0	55	1,1
35 ans et plus	109	2,1	70	1,4	41	0,8	517	10,1
TOTAL	121	2,4	73	1,4	42	0,8	572	11,2

Mise en garde : Il n'est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l'ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d'un groupe cible.

Les données pour les questions c à g concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

c) **Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel** (données au 16 mars 2018)
Les données fournies incluent les absences en maladie (code 120) et les absences en invalidité (code 246 et 248).

Catégories d'emplois	2017-2018
Personnel d'encadrement	2 835,5
Professionnels	20 505,5
Fonctionnaires	91 594,5
Total du Ministère	114 935,5

d) **Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi** (données au 28 février 2018)

Catégorie d'emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d'encadrement	71	98	88	46
Professionnels	451	524	267	259
Fonctionnaires	2 520	1 203	402	220
Total	3 042	1 825	757	525

Au 28 février 2018 (paie 24), le total des employés réguliers et occasionnels au Ministère, est de 6 149.

e) **Le nombre d’heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail** (données au 28 février 2018)

Catégories d’emplois	2017-2018 (heures supplémentaires)		
	Nombre d’heures payées	Nombre d’heures compensées	Total
Professionnels	9 203,25	8 429,85	17 633,10
Fonctionnaires	21 565,33	15 650,35	37 215,68
Total	30 768,58	24 080,20	54 848,78

À noter que le coût moyen par employé, par catégorie d’emplois, n’est pas disponible.

f) **Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel** (données au 16 mars 2018)
Le nombre de jours de vacances fait référence à l’utilisation du code d’absence 110.

Catégorie d’emplois	2017-2018
Personnel d’encadrement	7 775,5
Professionnels	31 971,5
Fonctionnaires	79 419,0
Total	119 166,0

g) **Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi** (données au 28 février 2018)

Catégorie d’emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d’encadrement	126	154	19	4
Professionnels	961	525	13	2
Fonctionnaires	3 005	1 331	9	0
TOTAL	4 092	2 010	41	6

Au 28 février 2018 (paie 24), le total des employés réguliers et occasionnels au Ministère, est de 6 149.

h) **Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique**

Cette question n’est pas pertinente à l’étude des crédits.

i) **Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d’un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d’un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers**

En ce qui a trait à l’information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d’emplois, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d’un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l’article 54 de la Loi sur l’accès. Le paragraphe 1^o de l’article 53 ainsi que le premier alinéa de l’article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l’amalgame des renseignements recherchés n’a pas un caractère public conformément à l’article 57 de la Loi sur l’accès.

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

UNITÉS CENTRALES		2017-2018 (au 28 février 2018)			
		Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total
BSM	Bureau de la sous-ministre ¹	3	11	10	24
	Unités relevant de la sous-ministre ²	2	16	15	33
CPMT	Commission des partenaires du marché du travail	2	11	3	16
SDPSQ	Secteur du développement et des partenariats de Services Québec	17	74	173	264
SSSAS	Secteur de la solidarité sociale et de l'analyse stratégique	15	94	22	131
SRRC	Secteur du recouvrement, de la révision et de la conformité	12	131	131	274
SSGRI	Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles	45	398	170	613
SRE	Secteur des registres de l'État	13	56	209	278
SEQ	Secteur d'Emploi-Québec	15	108	34	157
SO	Secteur des opérations – Unités centrales	16	81	265	362
TOTAL UNITÉS CENTRALES		140	980	1 032	2 152

¹ Les unités comprises sont le Bureau de la sous-ministre (CR 1000), le Bureau de la sous-ministre et Secrétariat général (CR 1100) et la Direction adjointe du Bureau de la sous-ministre et Secrétariat général (CR 1101)

² Les unités sont la Direction des affaires juridiques (DAJ), la Direction de la vérification interne et des enquêtes administratives (DVIEA) et le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CCLP).

Unités régionales, locales et opérations centralisées¹

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	2017-2018 (au 28 février 2018)			
	Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total
1 Bas-Saint-Laurent	7	24	82	113
2 Saguenay—Lac-Saint-Jean	9	31	105	145
3 Capitale-Nationale	12	35	172	219
4 Mauricie	8	23	127	158
5 Estrie	6	20	110	136
6 Montréal	32	87	452	571
7 Outaouais	6	23	119	148
8 Abitibi-Témiscamingue	6	16	59	81
9 Côte-Nord	4	17	46	67
10 Nord-du-Québec	2	10	13	25
11 Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	9	19	69	97
12 Chaudière-Appalaches	9	25	117	151
13 Laval	6	17	107	130
14 Lanaudière	8	20	159	187
15 Laurentides	11	32	159	202
16 Montérégie	21	57	356	434
17 Centre-du-Québec	7	20	86	113
TOTAL RÉSEAU	163	476	2 338	2 977
TOTAL MINISTÈRE	303	1 456	3 370	5 129

¹ Les opérations centralisées représentent des centres administratifs et spécialisés provinciaux qui gèrent des activités pour la clientèle de l'ensemble de la province.

k) L'évolution du nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir (expert et émérite)

Période	Catégorie d'emplois	Total
Au 28 février 2018	Professionnels	348

l) Le nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

Période	Personnel d'encadrement	Professionnels	Fonctionnaires	Total
Au 28 février 2018	6	33	15	54

Les données incluent uniquement le personnel ayant un traitement hors échelle.

m) Le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail

Se référer à la réponse RG15 j).

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

o) Le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes

Aucun poste n'a été aboli au Ministère en 2017-2018 (au 28 février 2018).

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : DGRFC
VALIDATION : DGRFC
DATE : 2018-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15a

Titre : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :	
a-b)	le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Données sur les groupes cibles : Ville de Montréal

Les données présentées ci-dessous concernent uniquement le **personnel régulier** en lien d'emploi à la Ville de Montréal qui est prêté au Ministère.

Répartition par catégories d'emplois, sexe et groupe d'âge (données au 28 février 2018)

Exposé et statistiques :						
Personnel d'encadrement						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	1	0,4	2	0,7	3	1,1
TOTAL	1	0,4	2	0,7	3	1,1

Professionnel						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	5	1,9	6	2,2	11	4,1
TOTAL	5	1,9	6	2,2	11	4,1

Fonctionnaire						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	84	31,8	166	62,9	250	94,7
TOTAL	84	31,8	166	62,9	250	94,7

TOTAL						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	90	34,1	174	65,9	264	100,0
TOTAL	90	34,1	174	65,9	264	100,0

- Notes :**
- le pourcentage est calculé à partir de l'**effectif régulier total en lien d'emploi (264)**;
 - les données concernent l'effectif régulier en lien d'emploi en date du 28 février 2018.

Représentativité de membres de groupes cibles par catégorie d’emplois et groupe d’âge
(données au 28 février 2018)

Personnel d’encadrement				
Groupes d’âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	N/D	0	0
35 ans et plus	0	N/D	0	0
TOTAL	0	N/D	0	0

Professionnel				
Groupes d’âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	N/D	0	0
35 ans et plus	0	N/D	0	2
TOTAL	0	N/D	0	2

Fonctionnaire				
Groupes d’âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	N/D	0	0
35 ans et plus	7	N/D	1	36
TOTAL	7	N/D	1	36

TOTAL								
Groupes d’âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	0	0,0	N/D	N/D	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	7	2,7	N/D	N/D	1	0,4	38	14,4
TOTAL	7	2,7	N/D	N/D	1	0,4	38	14,4

Notes :

- le pourcentage de représentativité est calculé à partir de l'**effectif régulier total en lien d’emploi (264)**;
- les données concernent l’effectif régulier en lien d’emploi en date du 28 février 2018.

Mise en garde : Il n’est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l’ensemble. Par ailleurs, une personne (fonctionnaire) se retrouve dans plus d’un groupe cible (personnes handicapées et communautés culturelles).

FAITS SAILLANTS

En incluant les données concernant la Ville de Montréal, les taux de représentativité des groupes cibles du Ministère, volet Emploi et Solidarité sociale sont les suivants :

GROUPES CIBLES	Nbre	%
Personnes handicapées	128 / 5 393	2,4 %
Anglophones (données non disponibles à la Ville) ¹	73 / 5 129	1,4 %
Autochtones	43 / 5 393	0,8 %
Communautés culturelles	610 / 5 393	11,3 %
Représentation des femmes	4 049 / 5 393	75,1 %
Jeunes (moins de 35 ans)	503 / 5 393	9,3 %

¹ Puisque les données du groupe cible « Anglophones » sont non disponibles à la Ville de Montréal, le calcul est effectué à partir de l’effectif régulier du Ministère seulement.

SOURCE : DRIM – 2018-02-28
COLLABORATION : DGRH – 2018-03-07
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-16

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction :

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
- b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Exposé et statistiques :

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2017-2018 seulement.

- b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines**

Les règles gouvernementales relatives au taux de renouvellement de l'effectif à la suite des départs à la retraite ont pris fin le 31 mars 2015.

- c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées**

Veuillez vous référer à la réponse de la question 16 a).

- d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats**

Au cours de l'année 2017-2018, le Ministère, volet Emploi et Solidarité sociale, a engagé à titre d'employés occasionnels 100 retraités¹ de la fonction publique.

De plus, le Ministère a octroyé 1 contrat de services professionnels² à 1 retraité de la fonction publique pour assurer des besoins spécifiques et non récurrents.

¹ Données extraites du SAGIP. Personnel ayant pris sa retraite au cours des 5 années précédant la date d'embauche.

² Données extraites du SAGIR pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : DGRFC

VALIDATION :

DATE : 2018-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-18

Titre :

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Exposé et statistiques :

Coût des travaux pour le cabinet du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale au 425, rue Jacques-Parizeau à Québec : 81,40 \$.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION :

VALIDATION : DGRFC

DATE : 2018-03-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-19

Titre :

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Exposé et statistiques :

CABINET MINISTÉRIEL DE M. FRANÇOIS BLAIS À TITRE DE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE (à partir du 29 janvier 2016) ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA CAPITALE-NATIONALE (pour la période du 13 avril 2016 au 11 octobre 2017)

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE
D'Astous, Pascal	Attaché politique	Québec
Dallaire-Turmel, Olivier	Attaché politique	Québec
Felli, Véronique	Employée de soutien	Québec
Fortin, Pauline	Attachée politique	Québec
Garneau, Michel	Attaché politique	Québec
Gazaille, Patrick	Attaché politique	Québec
Gosselin, Stéphane	Directeur de cabinet	Québec
Laboissonnière, Simon	Attaché politique	Québec
Leclerc, Carole	Attachée politique	Québec
Lévesque, Pier-Luc	Attaché politique	Québec
Rochette, Anne	Attachée politique	Québec
Tremblay, Hélène	Attachée politique	Québec
Trottier, Caroline	Attachée politique	Québec

DESCRIPTIONS DE TÂCHES DU PERSONNEL DE CABINET

Directeur de cabinet :

Dirige les membres du personnel du cabinet; il s'acquitte, en outre, des autres devoirs et tâches que le ministre peut lui assigner.

Attaché politique :

Est chargé de remplir des fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet. Il peut notamment remplir les fonctions de responsable des communications, d'attaché de presse, d'agent de liaison, de chercheur, d'attaché politique régional ou d'attaché politique de comté.

Employé de soutien :

Remplit les tâches de soutien administratif nécessaires au fonctionnement du cabinet.

MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018

Cabinet ministériel de M. François Blais, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et, du 1^{er} avril 2016 au 11 octobre 2017, ministre responsable de la Capitale-Nationale :

Masse salariale autorisée du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018 : 833 520,55 \$

SOURCE : DGRFC
COLLABORATION : DGRH
VALIDATION :
DATE : 19 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-21

Titre : Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :			
NOM	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DATE DE FIN DE L'ASSIGNATION S'IL Y A LIEU
De Nicolini, Marco Cadre, classe 3	Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – Bureau de la sous-ministre adjointe	Secteur de la solidarité sociale et de l'analyse stratégique - Direction de la recherche (hors structure depuis le 11 juillet 2013)	Sans objet
Despins, Pascale Cadre, Classe 4	Secrétariat Entraide - Secteurs public et parapublic	Secteur des opérations - Direction du Centre de relations avec la clientèle de Services Québec (hors structure depuis septembre 2016)	Sans objet
Dubé, Jacqueline Cadre, classe 3	Services Québec	Centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations (CEFRIO) (hors structure depuis le 2 septembre 2008)	2019
Éthier, Anne-Marie Cadre, classe 2	Direction régionale de Services Québec de l'Estrie	Secteur d'Emploi-Québec – Bureau de la sous-ministre associée (hors structure depuis le 16 octobre 2017)	Sans objet
Lamy, Marc Cadre, Classe 6	Secteur des opérations territoriales – Direction régionale du Saguenay-Lac-St-Jean – Direction adjointe du CLE de Chicoutimi	Secteur des opérations – Direction régionale de Services Québec du Saguenay-Lac-Saint-Jean – Direction de la planification et du soutien aux opérations (hors structure depuis le 13 juillet 2015)	Mars 2018
Noël, Marie-Josée Cadre, Classe 3	Secteur des relations avec la clientèle – Direction du Centre de la communication avec la clientèle (CCC)	Secteur des opérations – Direction régionale de Services Québec de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (hors structure depuis le 15 février 2016)	Sans objet
Note : Le terme "Hors structure" s'applique au personnel d'encadrement. Le terme "Structure" fait référence à la structure administrative du Ministère.			

SOURCE : DGRH

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-03-08

RG21_03-14_SSGRI.DOC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-24

Titre :
Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Aucun poste n'a été aboli au Ministère en 2017-2018.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-03-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-25

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et l’effectif étant rattaché, par catégorie d’emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l’évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.

Exposé et statistiques :

Veuillez vous référer à la réponse de la question 15 j).

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-03-22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26

Titre :
La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

a) le nom de la personne;

b) le poste occupé et le nom de l'organisme;

c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;

d) l'assignation initiale;

e) l'assignation actuelle;

f) la date de l'assignation hors structure;

g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :			
NOM	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DATE DE FIN DE L'ASSIGNATION S'IL Y A LIEU
Casey, Marlyne Agent de recherche et de planification socio-économique	Emploi-Québec – Bureau de la sous-ministre associée	Institut d'administration publique du Québec (IAPQ)	21 décembre 2018

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

Titre :

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Exposé et statistiques :

Total pour l'année 2017-2018 : 63 951 \$

Voir la liste des fournisseurs en annexe.

SOURCE : DGRFC

COLLABORATION :

VALIDATION : DGRFC

DATE : 2018-03-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27 - ANNEXE 1

Liste des abonnements du volet Emploi et Solidarité sociale du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

FOURNISSEURS
1032451 B.C. ltd
10479560 Canada inc
9105-4494 Québec inc.
9332-4341 Québec inc.
Actualité, L'
Affaires @, Les
Alimentation David Laflamme inc.
All Seasons Publications
Archipel d'Entraide, L'
Association forestière de l'Abitibi-Témiscamingue inc.
Canada Français, Le
Cedrom-Sni inc.
Comptables professionnels agréés du Canada - CPA
Conference Board of Canada, The
Consulis Environnement de bureau inc.
Contact de Témiscaming
Coopérative du courrier de Portneuf
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Devoir inc., Le
Divers ⁽¹⁾
Droit, Le
EBSCO Canada ltée
Éditions la Liberté
Éditions Yvon Blais inc., Les
Entreprises Svoboda M V inc., Les
Étoile du Lac, L'
Fédération des Chambres immobilières du Québec
Fédération professionnelle des journalistes du Québec
Gazette une entreprise Canwest, The (Publications Canwest inc.)
Groupe JCL
Groupe Lexis Média inc.
Hebdo Charlevoisien enr.
Immigrants de la Capitale, Les
Imprimerie Pontiac inc.
Librairie Raffin (1990) inc.
Librairie Raffin inc.
Marché du Vieux Beauport inc., Le (IGA)
Médias Transcontinental S.E.N.C.
Messageries Dynamiques
Nouvelliste, Le
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés
Presse-café St-Amable
PressReader
Progrès-Dimanche (3834310 Canada inc.)
Radar inc., Le
Reflet Témiscamien inc., Le
Revue Qui Fait Quoi inc.
Septembre éditeur inc.
Société Trader Corporation
Soleil, Le
Terre de chez nous, La

FOURNISSEURS
Tire-Média
Tribune, La
Variétés Jomphe et Fils
Voix de l'Est, La

⁽¹⁾ La rubrique divers représente des paiements d'abonnements faits à partir de la Carte Affaire émise par la Banque Nationale du Canada.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-28

Titre :

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Exposé et statistiques :

Il n'y a eu aucune dépense liée à l'achat de billets de saison, ni à la réservation de loges, ni à la participation à des clubs privés.

SOURCE : DGRFC

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-29

Titre :

Pour chaque site Internet du Ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de hits);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu du site.

Site ministériel (www.mtess.gouv.qc.ca)

Mise en ligne : Avril 1998

Version actuelle du site ministériel : Avril 2005

Nom de la ou des personnes qui ont conçu le site actuel

Direction des communications

Coût de construction du site actuel

Aucun coût en 2017-2018.

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour

Aucun coût pour l'entretien et la mise à jour des contenus, qui sont réalisés par des ressources internes seulement.

16 397 \$ ont été versés à des fournisseurs externes :

- Hébergement (CSPQ) : 14 591 \$
- Utilisation d'une plate-forme de bulletins électroniques : 1 064 \$
- Abonnement à un service de gestion de liens brisés : 742 \$

Nombre de fois où le site a été refait

Six fois (refontes et rehaussements)

Nombre de visites par mois

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

Fréquence moyenne de mise à jour

Hebdomadaire, parfois même quotidienne

Responsable du contenu du site

Unités administratives (Centre de recouvrement, Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion sociale)

La Direction des communications est responsable de publier les contenus.

Site Emploi-Québec (www.emploi-quebec.gouv.qc.ca)

Mise en ligne : 2001

Version actuelle du site : novembre 2013

Cette fiche comprend les dépenses liées au site informationnel, de même que celles liées à des services interactionnels et transactionnels (IMT en ligne, Placement en ligne, SimulAide et SimulRevenu).

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

Zengo, Fujitsu, MTESS et Direction des communications

Coût de construction du site

Aucun coût en 2017-2018

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour

Aucun coût pour l'entretien et la mise à jour des contenus, qui sont réalisés par des ressources internes seulement.

507 076 \$ ont été versés à des fournisseurs externes :

- Hébergement (CSPQ) : 478 001 \$
- Entretien et évolution des sites transactionnels IMT et SimulAide : 28 930 \$
- Réservation de noms de domaine : 145 \$.

Nombre de fois où le site a été refait

Trois fois

Nombre de visites mensuelles

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

Fréquence moyenne de mise à jour

Quotidienne

Responsable du contenu du site

La Direction des communications, en collaboration avec Emploi-Québec et les directions régionales. La Direction des communications est responsable de le diffuser.

Site du Régime québécois d'assurance parentale (www.rqap.gouv.qc.ca)

Mise en ligne : Mars 2005

Cette fiche comprend les dépenses du site informationnel ainsi que celles liées aux services interactionnels et transactionnels (RQAP en ligne, Simulateur de calcul de prestations et Manuel d'interprétation normative de l'assurance parentale).

Nom de la ou des personnes qui ont conçu le site actuel

Direction des communications

Coût de construction du site actuel

Aucun coût en 2017-2018

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour

Aucun coût pour l'entretien et la mise à jour des contenus qui sont réalisés par des ressources internes seulement.

2 164 187 \$ ont été versés à des fournisseurs externes :

- Hébergement (CSPQ) : 1 835 269 \$
- Entretien et évolution des services transactionnels : 328 918 \$.

Fréquence moyenne des mises à jour

Mensuelle

Nombre de visites par mois

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

Nombre de fois où le site a été refait

Trois fois

<p>Responsable du contenu du site La Direction générale du Régime québécois d'assurance parentale, en collaboration avec la Direction des communications. Cette dernière est responsable de le diffuser.</p>
<p><u>Site du Conseil de gestion de l'assurance parentale</u> (www.cgap.gouv.qc.ca) Mise en ligne : Septembre 2005</p> <p>Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site Direction des communications du Ministère</p> <p>Coût de construction du site Aucun coût en 2017-2018</p> <p>Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour Aucun coût pour l'entretien et la mise à jour des contenus, qui sont réalisés par des ressources internes seulement. Les coûts d'hébergement, d'entretien TI et de mises à jour sont regroupés et ont été déclarés dans les coûts du site ministériel.</p> <p>Nombre de fois où le site a été refait Aucune, mais le site a subi un rehaussement visuel à l'hiver 2013.</p> <p>Nombre de visites par mois Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits</p> <p>Fréquence moyenne des mises à jour Mensuelle</p> <p>Responsable du contenu du site Conseil de gestion de l'assurance parentale. La Direction des communications est responsable de le diffuser.</p>
<p><u>Site Entraide – secteurs public et parapublic</u> (www.entraide.gouv.qc.ca) Mise en ligne : Juillet 2006</p> <p>Nom de la ou des personnes qui ont conçu le site Direction des communications</p> <p>Coût de construction du site Aucun coût en 2017-2018</p> <p>Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour Aucun coût pour l'entretien et la mise à jour des contenus, qui sont réalisés par des ressources internes seulement. Les coûts d'hébergement, d'entretien TI et de mises à jour sont regroupés et ont été déclarés dans les coûts du site ministériel.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Module de don en ligne (Logylis inc.) : 566 \$ <p>Nombre de fois où le site a été refait Aucun</p> <p>Nombre de visites par mois Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits</p> <p>Fréquence moyenne des mises à jour Régulièrement pendant la période de sollicitation des dons (Campagne Entraide) et au moment du dévoilement des résultats. Entre-temps, site mis à jour occasionnellement.</p> <p>Responsable du contenu du site Secrétariat Entraide, en collaboration avec la Direction des communications. Cette dernière est responsable de le diffuser.</p>

Site de la Commission des partenaires du marché du travail (www.cpmt.gouv.qc.ca)

Mise en ligne : Mars 2007

Nom de la ou des personnes qui ont conçu le site

Direction des communications

Coût de construction du site

Aucun coût en 2017-2018.

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour du site

Aucun coût pour l'entretien et la mise à jour des contenus, qui sont réalisés par des ressources internes seulement.

- Hébergement : 1 200 \$ (CSPQ)

Nombre de fois où le site a été refait

Aucune

Nombre de visites par mois

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

Fréquence moyenne des mises à jour

Mensuelle

Responsable du contenu du site

La Commission des partenaires du marché du travail, en collaboration avec la Direction des communications.

Cette dernière est responsable de le diffuser.

Site ToutPourReussir (www.toutpoureussir.com)

Mise en ligne : 2003

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site actuel

Cossette

Coût de construction du site

Aucun coût en 2017-2018

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour

Aucun coût pour la mise à jour des contenus, qui sont réalisés par des ressources internes seulement.

1 435 \$ ont été versés à des ressources externes :

- Hébergement et entretien : 1 355 \$
- Réservation de noms de domaine : 80 \$

Nombre de fois où le site a été refait

Site refait lors de chaque campagne, entre 2003 et 2012, afin de s'harmoniser aux autres outils promotionnels.

Nombre de visites par mois

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

Fréquence moyenne de mise à jour

Une fois par année

Responsable du contenu du site

Les directions des communications du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Site du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

(www.cclp.gouv.qc.ca)
Mise en ligne : Juin 2007

Nom de la ou des personnes qui ont conçu le site
Direction des communications

Coût de construction du site
Aucun coût en 2017-2018

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour
Aucun coût pour l'entretien et la mise à jour des contenus, qui sont réalisés par des ressources internes seulement. Les coûts d'hébergement, d'entretien TI et de mises à jour sont regroupés et ont été déclarés dans les coûts du site ministériel.

Nombre de fois où le site a été refait
Aucune

Nombre de visites par mois
Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

Fréquence moyenne des mises à jour
Quelques fois par année

Responsable du contenu du site
Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
La Direction des communications est responsable de le diffuser.

Site Conseil emploi métropole (www.emploi-metropole.org)
Mise en ligne : Novembre 2010

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site
Direction des communications

Coût de construction du site
Aucun coût en 2017-2018

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour
Aucun coût pour l'entretien et la mise à jour des contenus, qui sont réalisés par des ressources internes seulement.

484 \$ ont été versés à des fournisseurs externes :

- Hébergement : 345 \$
- Réservation de noms de domaine : 139 \$

Nombre de fois où le site a été refait
Une fois. Le site a été revu en 2017 pour le mettre à jour technologiquement et améliorer son ergonomie.

Nombre de visites par mois
Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

Fréquence moyenne des mises à jour
Quelques fois par année

Responsable du contenu du site
Conseil emploi métropole.
La Direction des communications est responsable de le diffuser.

Site Directeur de l'état civil (www.etatcivil.gouv.qc.ca)

Mise en ligne : 1999

Cette fiche comprend les dépenses du site informationnel ainsi que celles liées aux services transactionnels.

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

Référence Systèmes inc.

Coût de construction du site

Aucun coût pour 2017-2018.

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour

Aucun coût pour l'entretien et la mise à jour des contenus, qui sont réalisés par des ressources internes.

- Hébergement : 3 275 \$

Nombre de fois où le site a été refait

Cinq fois. Le site a été rehaussé en 2017 pour améliorer l'accès aux services en ligne et faciliter la recherche d'information par les moteurs de recherche.

Nombre de visites par mois

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

Fréquence moyenne des mises à jour

Le site est mis à jour une fois par mois, parfois plus.

Responsable du contenu du site

Le Directeur de l'état civil est responsable du contenu et de la diffusion de son site Internet.

Site du Registraire des entreprises (www.registreentreprises.gouv.qc.ca)

Mise en ligne : 2004

Cette fiche comprend les dépenses du site informationnel ainsi que celles liées aux services transactionnels.

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

Nurun

Coût de construction du site

Aucun coût pour 2017-2018.

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour

Aucun. Les coûts liés à l'hébergement, à l'entretien et aux mises à jour sont réalisés par des ressources internes de Revenu du Québec et assumés par le Ministère.

Nombre de fois où le site a été refait

Deux fois.

Nombre de visites par mois

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

Fréquence moyenne des mises à jour

Le site est mis à jour une fois par mois, parfois plus.

Responsable du contenu du site

Le Registraire des entreprises est responsable du contenu et de la diffusion de son site Internet.

Site Portail Québec (www.gouv.qc.ca)

Mise en ligne : 2004

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

Société Conseil Groupe LGS (version originale)

Coût de construction du site

Aucun coût en 2017-2018.

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour

- 6 898 773\$ ont été versés à des fournisseurs externes :
- Entretien et hébergement CSPQ : 3 335 980 \$
- Entretien et évolution : 3 562 793 \$

La mise à jour des contenus est réalisée par des ressources internes.

Nombre de visites par mois

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

Fréquence moyenne des mises à jour

Quotidienne

Nombre de fois où le site a été refait

Une fois. En janvier 2015, la zone d'accueil Web du gouvernement du Québec a fait l'objet d'une révision de même que la page d'accueil de l'espace Citoyens.

Responsable du contenu du site

La responsabilité du site informationnel est assumée par la Direction des communications.

SOURCE : Direction des communications

COLLABORATION : SSSAS, SACAIS, DGSO, DGTI, DDCIS, DCRFSG, CPMT, DEC,

VALIDATION : DGRFC

DATE : 2018-03-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-30

Titre :

Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne ;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Exposé et statistiques :

Vous référer à la réponse à la question # 7.

SOURCE : Bureau du sous-ministre

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 16 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-31

Titre :

Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Exposé et statistiques :

Tournée de consultations régionale de M. François Blais auprès des partenaires du marché du travail à l'automne 2017.

Événement	Coût
Région de la Chaudière-Appalaches	546,14 \$
Régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec	516,38 \$
Région de la Gaspésie et Îles de la Madeleine	127,60 \$
Région du Saguenay Lac-Sainte-Jean	250 \$
Région de l'Abitibi-Témiscamingue	1 085 \$
Régions de Laval, Laurentides, Lanaudière	890 \$
Région de Montréal	2 669,32 \$
Région du Bas-Saint-Laurent	143,72 \$
Région du Nord-du-Québec	267 \$

SOURCE : Direction des communications

COLLABORATION :

DATE : 2018-03-23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33

Titre :

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

Exposé et statistiques :

Veuillez référer aux réponses des questions 1 et 2.

SOURCE : Direction des communications

DATE : 2018-03-14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-39

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Tableau synthèse des transferts fédéraux

Ententes	Sommes reçues du 1 ^{er} avril 2017 au 28 février 2018
A. L'Entente Canada-Québec relative à l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA)	1,9 M\$
B. L'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail (EDMT)	633,7 M\$
B1. L'Entente modificatrice de l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail (EDMT)	0,0 M\$
C. L'Entente Canada-Québec 2014-2020 visant le transfert des sommes du Fonds canadien pour l'emploi (EFCE)	114,0 M\$
C1. L'Entente modificatrice de l'Entente Canada-Québec 2014-2020 visant le transfert des sommes du Fonds canadien pour l'emploi (EFCE)	0,0 M\$
D. L'Entente Canada-Québec 2014-2018 sur le marché du travail visant les personnes handicapées (EMTPH)	0,0 M\$

Tableau synthèse des ententes administratives

Ententes	Sommes reçues du 1 ^{er} avril 2017 au 28 février 2018
E. Protocole d'entente relatif à la transmission de données de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux (Agence du revenu du Canada)	160 857 \$
F. Protocole d'entente relatif à la transmission de données de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux (ministère de l'Emploi et du Développement social Canada)	200 714 \$
G. L'Entente administrative relative à la communication des renseignements de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux (Services aux Autochtones Canada)	1 630 \$

A. L'Entente Canada-Québec relative à l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA). Cette entente a été approuvée par le gouvernement du Québec (décret 954-2006) le 18 octobre 2006. Des prolongations de cette entente ont été signées, dont la dernière en 2014-2015 pour une durée additionnelle de trois ans, soit du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2017.

Objectifs : Elle vise à offrir aux travailleurs âgés¹ sans emploi, vivant dans des collectivités vulnérables, des programmes visant à améliorer leur employabilité, à les réinsérer sur le marché du travail et à s'assurer qu'ils demeurent des participants actifs et productifs. La dernière prolongation de cette entente élargit l'admissibilité à cette initiative pour inclure les collectivités où la demande des employeurs n'est pas satisfaite, ainsi que celles qui connaissent des problèmes d'inadéquation en matière de compétence.

Revenus : Le gouvernement fédéral rembourse au gouvernement du Québec 84 % des dépenses admissibles des projets, jusqu'à l'atteinte d'un seuil maximal défini par le gouvernement fédéral.

Aucun revenu n'est prévu pour l'année financière 2017-2018 puisque l'entente s'est terminée au 31 mars 2017.

Encaissement et modalités : En date du 28 février 2018, le Ministère a encaissé une somme de 1,9 M\$. Cette somme correspond au compte à recevoir du gouvernement du Canada au 31 mars 2017.

B. L'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail (EDMT) a été signée le 21 avril 1997 et a une durée indéterminée.

Objectifs : Elle vise la mise en œuvre des mesures actives d'emploi du Québec financées à même le Compte d'assurance-emploi. Les mesures actives d'emploi sont celles financées par l'assurance-emploi et sont comprises dans les axes d'intervention suivants :

- la préparation pour l'emploi;
- l'insertion en emploi;
- le maintien en emploi;
- la création directe d'emplois;
- la stabilisation de l'emploi.

Elles comprennent des aides financières, des aides-conseils et de l'assistance.

Le gouvernement du Canada alloue aussi une contribution pour chacune des années de l'entente, au titre des frais liés à l'administration des mesures actives d'emploi encourus par le Québec. De plus, il verse une contribution correspondant au coût des loyers et des espaces libérés à la suite du transfert des ressources humaines fédérales au Québec.

Revenus : La contribution pour 2017-2018 est de 633,7 M\$.

Encaissement et modalités : En date du 28 février 2018, le Ministère a encaissé la totalité de la contribution prévue pour l'année financière 2017-2018, soit 633,7 M\$.

Le Ministère perçoit la contribution du gouvernement fédéral sous forme d'avance mensuelle.

B1. L'Entente modificatrice de l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail (EDMT) a été signée le 21 décembre 2016 pour l'année financière 2016-2017 et convient d'augmenter la contribution maximale de l'EDMT.

Au cours des prochains mois, une nouvelle entente modificatrice devrait être conclue pour les années financières 2017-2018 et suivantes.

Objectifs : Cette entente permet de poursuivre la mise en œuvre de mesures et services publics d'emploi, tout en s'assurant que les bénéficiaires de l'assurance-emploi possèdent les compétences requises pour trouver un emploi.

¹ Selon l'Entente Canada-Québec relative à l'ICTA, les participants admissibles doivent être âgés entre 55 et 64 ans. Cependant, un travailleur âgé entre 50 et 54 ans ou un travailleur âgé de plus de 64 ans pourrait être admissible à condition que sa participation n'entraîne pas l'exclusion de travailleurs âgés de 55 à 64 ans qui désirent participer et que la majorité des participants au projet soient âgés de 55 à 64 ans.

Revenus : Par cette modification de l'Entente, le Canada conviendra d'augmenter la contribution maximale de l'EDMT de 34,0 M\$ pour l'exercice 2017-2018.

Encaissement et modalités : En date du 28 février 2018, puisque la nouvelle entente modificatrice n'est pas signée, aucune somme n'a été perçue par l'intermédiaire du Fonds de développement du marché du travail (FDMT).

C. L'Entente Canada-Québec 2014-2020 visant le transfert des sommes du Fonds canadien pour l'emploi (EFCE) a été signée le 4 mars 2014. Cette entente reconduit et transforme l'Entente Canada-Québec sur le marché du travail 2008-2014 qui a pris fin le 31 mars 2014.

Au cours des prochains mois, l'Entente sur le développement de la main-d'œuvre (EDMO) devrait être conclue et réunira les objectifs de l'EFCE et de son entente modificatrice ainsi ceux de l'EMTPH.

Objectifs : Cette entente permet d'accroître la participation et la contribution des employeurs à la formation de la main-d'œuvre et à favoriser un meilleur arrimage des compétences avec les besoins du marché du travail et les possibilités d'emploi.

Revenus : En début d'année financière, le gouvernement du Canada informe le Ministère du montant théorique de la contribution maximale qu'il devra verser. Le montant réel est communiqué à l'automne.

Encaissement et modalités : En date du 28 février 2018, le Ministère a encaissé la totalité de la contribution prévue pour l'année financière 2017-2018, soit 114,0 M\$.

Le Ministère perçoit les contributions sous forme de versements semestriels, en juin et en novembre.

C1. L'Entente modificatrice de l'Entente Canada-Québec 2014-2020 visant le transfert des sommes du Fonds canadien pour l'emploi (EFCE) a été signée le 28 novembre 2016 pour l'année financière 2016-2017 pour augmenter le montant théorique de sa contribution à l'EFCE.

Au cours des prochains mois, l'Entente sur le développement de la main-d'œuvre (EDMO) devrait être conclue et réunira les objectifs de l'EFCE et de son entente modificatrice ainsi que ceux de l'EMTPH.

Objectifs : Cette entente permet de poursuivre la mise en œuvre de mesures et services publics d'emploi tout en s'assurant que les travailleurs non bénéficiaires de l'assurance-emploi possèdent les compétences requises pour trouver un emploi.

Revenus : 17,8 M\$ prévus pour l'exercice 2017-2018.

Encaissement : En date du 28 février 2018, puisque l'EDMO n'est pas signée, aucune somme n'a été perçue par l'intermédiaire du Fonds de développement du marché du travail (FDMT).

D. L'Entente Canada-Québec 2014-2018 sur le marché du travail visant les personnes handicapées (EMTPH) a été conclue initialement le 30 juin 2004 pour la période du 1^{er} avril 2004 au 31 mars 2006 et a été renouvelée à plusieurs reprises.

Le dernier renouvellement de cette entente couvre la période du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2018. Celui-ci a amené des changements importants au niveau des responsabilités partagées entre le Ministère et le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). Le Ministère sera dorénavant responsable de la négociation de l'entente et des diverses redditions de comptes au fédéral. Antérieurement, ces tâches étaient prises en charge par le MSSS.

Au cours des prochains mois, l'Entente sur le développement de la main-d'œuvre (EDMO) devrait être conclue et réunira les objectifs de l'EFCE et de son entente modificatrice ainsi ceux de l'EMTPH.

Objectifs : Cette entente permet d'offrir du financement pour les programmes et les services qui visent à améliorer l'employabilité et les possibilités d'emplois des personnes handicapées.

Revenus : L'entente permet de rembourser jusqu'à 50 % des dépenses engagées par le gouvernement du Québec dans les programmes admissibles, jusqu'à concurrence de

45,9 M\$ annuellement. Les programmes admissibles proviennent des activités liées aux missions du Ministère et du MSSS.

Encaissement et modalités : Au 28 février 2018, la somme de 45,9 M\$ prévue à cette entente n'a pas été reçue.

Le versement est effectué sous forme de paiement anticipé pour le compte du Fonds consolidé du revenu du Québec, au plus tard le 15 mai de chaque exercice financier, conditionnellement à la réception du rapport financier de l'année précédente.

E. Agence du revenu du Canada - Le Protocole d'entente relatif à la transmission de données de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux a été conclu le 7 juillet 2010 avec l'Agence du revenu du Canada et se renouvelle automatiquement tous les 5 ans, sauf sur avis contraire d'une des parties.

Objectifs : Ce protocole d'entente établit les conditions et les modalités de transmission des renseignements permettant aux parents québécois de procéder, en même temps que la déclaration de naissance au Directeur de l'état civil, à une demande d'inscription à l'allocation canadienne pour enfants et au crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée, aussi administrés par l'Agence du revenu du Canada. Elle offre également aux nouveaux parents la possibilité de fournir des renseignements additionnels leur permettant de s'inscrire au dépôt direct. Cette entente permet aussi de communiquer à l'Agence du revenu du Canada certains renseignements sur les décès inscrits au registre de l'état civil aux fins de l'administration de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^e suppl.)).

Revenus : La contribution de l'Agence du revenu du Canada consiste à payer des frais de transmission des transactions d'inscription de naissance ou de décès par le Directeur de l'état civil.

Encaissement et modalités : Une facture est transmise à l'Agence du revenu du Canada deux fois par année, soit en octobre pour couvrir les frais des transactions effectuées entre le 1^{er} avril et le 30 septembre et au début avril pour ceux du 1^{er} octobre au 31 mars.

Au 28 février 2018, les sommes reçues s'élèvent à 160 857 \$.

F. Ministère de l'Emploi et du Développement social Canada – Le Protocole d'entente relatif à la transmission de données de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux a été conclu le 31 mars 2010 avec le ministère de l'Emploi et du Développement social Canada, anciennement connu sous le nom du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences du Canada (Service Canada), et se renouvelle automatiquement tous les 5 ans, sauf sur avis contraire d'une des parties.

Objectifs : Cette entente vise à établir les conditions et les modalités de transmission des renseignements permettant aux nouveaux parents québécois de procéder, en même temps que la déclaration de naissance de leur enfant au Directeur de l'état civil, à une demande de numéro d'assurance sociale. Elle permet également d'établir les conditions et les modalités pour la transmission des avis de décès et pour la validation de l'inscription des naissances au Québec.

Revenus : La contribution du ministère de l'Emploi et du Développement social Canada consiste à payer des frais pour chaque transaction courante.

Encaissement et modalités : La facturation de ces frais est effectuée sur une base mensuelle.

Au 28 février 2018, les sommes reçues s'élèvent à 200 714 \$.

G. Services aux Autochtones Canada - Entente administrative relative à la communication des renseignements de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux, conclue avec Services aux Autochtones Canada, anciennement connu sous le nom du ministère des Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, a été signée le 28 mars 2013 pour 5 ans et se renouvellera automatiquement, sauf sur avis contraire d'une des parties.

Objectifs : Cette entente vise à établir les conditions et les modalités de communication des renseignements du Directeur de l'état civil vers le Service aux Autochtones Canada. En y consentant lors de la déclaration de naissance de leur enfant, les nouveaux parents

facilitent et accélèrent la demande éventuelle d'inscription de leur enfant au Registre des Indiens, s'il est admissible. L'entente permet également de communiquer à Services aux Autochtones Canada certains renseignements sur les décès inscrits au registre de l'état civil aux fins de maintenir l'intégrité du Registre des Indiens.

Revenus : La compensation financière prévue vise à couvrir les frais de transactions d'inscriptions communiquées par le Directeur de l'état civil.

Encaissement et modalités : La facturation de ces frais est transmise à Services aux Autochtones Canada deux fois par année, soit en octobre pour couvrir les frais des transactions effectuées entre le 1^{er} avril et le 30 septembre, et au plus tard le 31 mars pour ceux du 1^{er} octobre au 31 mars.

En 2017-2018, les sommes reçues en date du 28 février 2018 s'élèvent à 1 630 \$.

SOURCE : DGRFC
COLLABORATION : DEC
VALIDATION : DGRFC
DATE : 15 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-40

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Exposé et statistiques :

Le montant total des bonis au rendement

BONIS AU RENDEMENT ¹	
Année financière	2017-2018 (données au 28 février 2018)
Montant	445 203,73 \$

¹ Ce montant correspond au total des bonis au rendement octroyés au personnel professionnel (incluant les conseillers en gestion des ressources humaines) et au personnel fonctionnaire non syndiqué.

Aucun boni au rendement n'a été versé aux cadres et aux cadres juridiques en 2017-2018 pour la période d'évaluation du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017.

Le 24 janvier 2017, le Conseil du trésor a ratifié l'entente à l'égard des éléments de rémunération globale conclue le 20 décembre 2016 avec la plupart des associations de cadres et assimilés des secteurs, dont les cadres et les médiateurs-conciliateurs. Une des modifications apportées vise les dispositions liées au boni ou toute autre rémunération incitative, lesquelles sont abrogées à compter des exercices financiers débutant en 2016.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : DGRFC
VALIDATION :
DATE : 2018-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-41

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Exposé et statistiques :

Une prime de départ de 19 998 \$ a été versée à un titulaire d'un emploi supérieur à titre d'allocation de transition au cours de la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : DGRFC
VALIDATION :
DATE : 2018-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-43

Titre :

Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-45

Titre :

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Exposé et statistiques :

Aucun comité n'a été formé au cours de l'exercice 2017-2018.

SOURCE : Direction générale du développement de Services Québec et de l'amélioration continue

COLLABORATION : SO, SRE, SRRC, DVIEA, SEQ, STRAV, SSGRI, SSSAS, CPMT

DATE : 28 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-59

Titre :

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Exposé et statistiques :

Les dépenses planifiées en ressources informationnelles pour l'année financière 2017-2018 sont identifiées dans le tableau ci-dessous.

Entités	Opération (Exploitation) (k\$)	Capital (Investissement) (k\$)
Ministère – Emploi et Solidarité sociale	101 190,1	18 000,0

Les informations afférentes aux grands dossiers sont disponibles dans le tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

En ce qui a trait au nombre d'ETC, la réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : DGSAPS
COLLABORATION : DGRFC
VALIDATION : DGRFC
DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-60

Titre :

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, société d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, société d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :

a) Masse salariale

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

b) Indemnités de retraite, s'il y a lieu

Aucune indemnité de retraite n'est versée. Lors d'un départ à la retraite, le Ministère verse uniquement les sommes dues concernant les vacances et les congés de maladie.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : DGRFC

VALIDATION :

DATE : 2018-03-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-65

Titre :

Pour chaque ministère et organismes public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Exposé et statistiques :

Total pour l'année financière :

2017-2018 (du 1 ^{er} avril 2017 au 28 février 2018)	36 275 \$
--	-----------

Voir la liste des associations en annexe.

SOURCE : DGRFC
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-65 ANNEXE 1

Liste des remboursements de cotisations

Associations / Corporations / Ordres	Montant
Association des responsables de gestion des plaintes du gouv. du Québec (ARGP)	150,00 \$
Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)	620,00 \$
Association des professionnels (APICA)	300,00 \$
Association forestière Côte-Nord	50,00 \$
Association forestière de la Vallée du Saint-Maurice inc.	8,70 \$
Association mondiale des services d'emploi publics	22 566,00 \$
Chambre de commerce de Charlevoix	1 000,00 \$
Chambre de commerce de Cowansville et région	225,00 \$
Chambre de commerce de Gatineau	900,00 \$
Chambre de commerce de la grande région de Saint-Hyacinthe	205,00 \$
Chambre de commerce de la MRC de l'Assomption	175,00 \$
Chambre de commerce de l'Est de Portneuf	220,00 \$
Chambre de commerce de Lévis	285,00 \$
Chambre de commerce de Manicouagan	415,00 \$
Chambre de commerce de Mékinac	114,00 \$
Chambre de commerce de Port-Cartier	300,00 \$
Chambre de commerce de St-Georges	135,00 \$
Chambre de commerce de St-Jean-de-Matha	180,00 \$
Chambre de commerce de Val-d'Or	275,00 \$
Chambre de commerce du Grand Joliette	380,00 \$
Chambre de commerce du Pontiac	125,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de la MRC de Montcalm	125,00 \$
Chambre de commerce et d'Industrie de la Rive-Sud	89,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Laval	275,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Québec	495,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Rouyn-Noranda	616,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Thetford Mines	299,99 \$
Chambre de commerce et d'industrie des Bois-Francs et de l'Érable	325,00 \$
Chambre de commerce et d'industries de Trois-Rivières	350,00 \$
Chambre de commerce Haute-Yamaska et Région	105,00 \$
Chambre de commerce Sept-Îles	355,00 \$
Chambre de commerce Vallée de la Petite-Nation	180,00 \$
Comité régional pour la valorisation de l'éducation (CREVALE)	1 350,00 \$
Conseil économique de Beauce (CEB)	330,00 \$
Conseil local des intervenants communautaires de Bordeaux-Cartierville (C.L.I.C.)	50,00 \$
Coopérative de développement régional du Québec, coop solidarité	200,00 \$
Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	100,00 \$
Corporation de développement économique de Senneterre	30,00 \$
Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme	200,00 \$
Mouvement québécois de la qualité (M.Q.Q.)	1 056,50 \$
Réseau Action TI	330,00 \$
Réseau RH de Drummondville	50,00 \$
Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) inc.	200,00 \$
Table de lutte contre la pauvreté de Chicoutimi	35,00 \$
Technocentre éolien Gaspésie, les Îles	500,00 \$
Total	36 275,19 \$

Étude des crédits 2018-2019

Demandes de renseignements **généraux**
adressés au ministre de l'Emploi et de la
Solidarité sociale

**Office de la sécurité du revenu
des chasseurs et piégeurs cris**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

1. Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2017-2018 :
 - a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018:
 - a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - b) les coûts ventilés;
 - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
 - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
 - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

 - a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

Par un professionnel ou par une firme externe:

 - d) les sommes dépensées pour 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
 - e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
 - f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
 - g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
 - h) le but visé par chaque dépense;
 - i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.
5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

 - a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

- b) le but recherché par chaque dépense;
 - c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;
Organisée par un professionnel ou une firme externe :
 - d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
 - e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
 - f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
 - h) le but visé par chaque dépense;
 - i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
6. La liste des dépenses en formation de communication :
Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :
- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) la nature de la formation;
 - d) les personnes concernées.
7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant:
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant:
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :
- Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.
- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
 - f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

-
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018:
- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.
12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
 - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.
13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:
- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

- c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement;
 - e) les distributeurs d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement de frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.
14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
 - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
 - d) les coûts d'acquisition des appareils;
 - e) le coût d'utilisation des appareils;
 - f) le coût des contrats téléphoniques;
 - g) les noms des fournisseurs;
 - h) le nombre de minutes utilisées;
 - i) les ordinateurs portables;
 - j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
 - k) le coût des frais d'itinérance;
 - l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
- 15.
- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
 - b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
 - c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
 - d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
 - e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
 - f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce,

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

- pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.
 - h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
 - i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
 - j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
 - k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
 - l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
 - m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
 - n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
 - o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
 - p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, (par établissement pour le réseau de la Santé et des Services

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

- sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes;
 - r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.
- 16.
- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
 - b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
 - c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.
 - d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût total de ladite location;
 - g) le coût d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) le propriétaire de l'espace loué;
 - j) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
- a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles*

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

20. Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
21. Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
 - a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin d'assignation, s'il y a lieu.
22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
 - a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2018-2019.
23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
 - a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) prévisions pour 2018-2019;
 - c) par catégorie d'âge.
24. Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.
25. Pour chaque ministère et organismes, liste des bureaux régionaux et l'effectif étant attaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.
26. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
 - a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
27. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :
 - a) le coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service;Ventiler le montant total par catégories.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

28. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
29. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
 - a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
30. Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:
 - a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
31. Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018:
 - a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.
33. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018:
 - a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - e) les dates.
34. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

-
- cette même loi.
36. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.
 37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.
 38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.
 39. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
 40. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
 41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour les bris de contrat.
 42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
 43. Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
 44. Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés
 45. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
 46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
 47. Coûts de reconduction des programmes existantes : liste exhaustive des

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

48. Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
49. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
50. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
51. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévision pour 2018-2019.
52. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
53. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévision pour 2018-2019.
54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
56. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.
57. Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.
58. Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

59. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 :
-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

-
- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
60. a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, société d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, société d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
62. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :
- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
 - b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
 - c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
 - d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.
- Fournir les prévisions pour 2018-2019.
63. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
64. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun :
- a) le sujet;
 - b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
 - c) les coûts reliés à sa réalisation;
 - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.
- Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.
65. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements généraux

- cotisation;
 - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
66. Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :
- a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi ;
 - b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat ;
 - c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation ;
 - d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.
67. Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-01

Titre :

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Exposé et statistiques :

2017-2018 :

Aucun.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-02

Titre :

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Exposé et statistiques :

2017-2018 :

Endroit : Val D'Or, Québec
Date : 31 juillet
Objet : Réunion – gouvernement de la nation crie
Participant: Serge Larivière, Directeur général
Coût : 950 \$

Endroit : Val D'Or, Québec
Date : 23 – 24 octobre 2017
Objet : Conférence UQAT
Participant: Serge Larivière, Directeur général
Coût : 1 270 \$

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-03

Titre :

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Exposé et statistiques :

CINI Radio FM, Annonces radio	600 \$
Héritage Faune, souper bénéfice	10 410 \$
Fonds Pierre Radisson	1 000 \$
Salon provincial du trappeur, souper bénéfice	360 \$
Beavertix, souper bénéfice	500 \$
Institut de la fourrure du Canada, congrès	5 000 \$
Créapub Design, matériel promotionnel	1 050 \$
4imprint, matériel promotionnel	5 060 \$
Institut de la fourrure du Canada, matériel promotionnel	550 \$
Avalanche, matériel pomotionnel	2 200 \$

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-04

Titre :

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

Par un professionnel ou par une firme externe:

- d) les sommes dépensées pour 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Exposé et statistiques :

Aucune.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-05

Titre :

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Exposé et statistiques :

Aucune.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-06

Titre :

La liste des dépenses en formation de communication :
Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

Exposé et statistiques :

Aucune.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-07

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques :

Aucun.

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-08

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Exposé et statistiques :

Aucun.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-09

Titre :

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Exposé et statistiques :

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>, à l'exception des réponses aux sous-questions b) et c) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-10

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques :

Veuillez référer à la réponse de la question 7.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-11

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018:

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Exposé et statistiques :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-12

Titre :

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

Exposé et statistiques :

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante :

<https://www.tableaubordprojeysri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>, à l'exception des réponses aux sous-questions c), e), g), h), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

Titre :

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

a) la photocopie;

b) le mobilier de bureau;

c) l'ameublement;

d) la décoration et l'embellissement;

e) les distributeurs d'eau de source;

f) le remboursement des frais de transport;

g) le remboursement des frais d'hébergement;

h) le remboursement des frais de repas;

i) le remboursement de frais d'alcool et de fêtes;

j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

I. a) au Québec;

II. b) à l'extérieur du Québec.

Exposé et statistiques :

Photocopie (y compris location, entretien et fournitures) :	2 250 \$
Mobilier de bureau :	0 \$
Ameublement	0 \$
La décoration et l'embellissement	0 \$
Distributeur d'eau de source :	0 \$
Remboursement - frais de transport :	55 200 \$
Remboursement - frais d'hébergement :	30 200 \$
Remboursement - frais de repas :	22 000 \$
Remboursement frais d'alcool et de fêtes :	0 \$
Congrès, colloques, session de perfectionnement ou ressourcement :	
a) au Québec	7 900 \$
b) à l'extérieur du Québec	0 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-14

Titre :

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :

- a) Nombre de téléphones cellulaires utilisés : 2
- b) Nombre de tablettes électroniques utilisés : 2
- c) Nombre de téléavertisseurs utilisés : 0
- d) Coûts d'acquisition des appareils : 0 \$
- e) Coût d'utilisation des appareils : 2 200 \$
- f) Coût des contrats téléphoniques : 0 \$
- g) Noms des fournisseurs : Globalstar & Bell Mobilité
- i) Les ordinateurs portables : 15
- k) Coût des frais d'itinérance : 0 \$
- l) Coûts de résiliation : aucun

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

<p>Titre : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :</p>
<p>a-b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);</p> <p>c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;</p> <p>d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;</p> <p>e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail;</p> <p>f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;</p> <p>g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;</p> <p>h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;</p> <p>i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;</p> <p>j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);</p> <p>k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;</p> <p>l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;</p> <p>m) le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);</p> <p>n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;</p> <p>o) le nombre d'employés permanents et temporaires;</p> <p>p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;</p> <p>q) pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes;</p> <p>r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.</p>

<p>Exposé et statistiques :</p> <p>Pour 2017-2018 :</p> <p>a&b) Par tranches d'âge :</p> <table border="1"><thead><tr><th></th><th colspan="2">Total</th><th colspan="2">Autochtone & Anglophone</th></tr><tr><th>Tranches d'âge</th><th>Nombre</th><th>%</th><th>Nombre</th><th>%</th></tr></thead><tbody><tr><td>Moins de 35 ans</td><td>4</td><td>24</td><td>3</td><td>27</td></tr><tr><td>35 ans et plus</td><td>13</td><td>76</td><td>8</td><td>73</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>17</td><td>100</td><td>11</td><td>100</td></tr></tbody></table> <p>a&b) Personnel masculin et féminin :</p>		Total		Autochtone & Anglophone		Tranches d'âge	Nombre	%	Nombre	%	Moins de 35 ans	4	24	3	27	35 ans et plus	13	76	8	73	TOTAL	17	100	11	100
	Total		Autochtone & Anglophone																						
Tranches d'âge	Nombre	%	Nombre	%																					
Moins de 35 ans	4	24	3	27																					
35 ans et plus	13	76	8	73																					
TOTAL	17	100	11	100																					

Catégorie	Nombre d'employés	%	P e r s o n n e l	
			féminin	masculin
Cadre supérieur	1	6	0	1
Cadre intermédiaire	1	6	0	1
Professionnel	2	11	1	1
Technicien	12	71	8	4
Personnel de bureau	1	6	1	0
TOTAL	17	100	10	7
% DU TOTAL			59	41

a&b) Anglophone & Autochtone :

Catégorie	Nombre	Autochtone & Anglophone
Cadre supérieur	1	0
Cadre intermédiaire	1	0
Professionnel	2	1
Technicien	12	9
Personnel de bureau	1	0
TOTAL	17	10
% DU TOTAL	100	59

c) Nombre total de jours de maladie :

Jours de maladie	
Total	83

d) Nombre de personnes ayant une réserve de congés de maladie :

Aucune

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15 (suite)

Titre :

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

Exposé et statistiques :

Pour 2017-2018 :

e) Nombre total d'heures supplémentaires : Aucune

f) Nombre total de jours de vacances :

Journées de vacances					
Avril	23	Août	41	Décembre	12
Mai	80	Septembre	51	Janvier	21
Juin	23	Octobre	42	Février	23
Juillet	29	Novembre	26	Mars	0

g) Nombre de personnes ayant une réserve de jours de vacances : Aucune

h) Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique :

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

i) Nombre d'employés qui reçoivent une rémunération du ministère et une prestation de retraite :

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) Évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail:

Catégorie	2015-2016	2016-2017	2017-2018	Territoire de travail
Cadre supérieur	1	1	1	Québec
Cadre intermédiaire	1	1	1	Québec
Professionnel	1	1	1	Québec
	1	1	1	Baie-James
Technicien	2	2	2	Québec
	10	10	10	Baie-James
Personnel de bureau	1	1	1	Québec
TOTAL	17	17	17	

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15 (suite)

Titre :
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

Exposé et statistiques :

Pour 2017-2018 :

k) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir : Aucun

l) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur :

Aucun

m) Nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail :

Catégorie	2015-2016	2016-2017	2017-2018	Territoire de travail
Cadre supérieur	1	1	1	Québec
Cadre intermédiaire	1	1	1	Québec
Professionnel	1	1	1	Québec
	1	1	1	Baie-James
Technicien	2	2	2	Québec
	10	10	10	Baie-James
Personnel de bureau	1	1	1	Québec
TOTAL	17	17	17	

n) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

o) Nombre d'employés permanents et temporaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

p) Nombre de départs volontaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15 (suite)

Titre :

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

Exposé et statistiques :

Pour 2017-2018 :

q) Nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi :

Aucun

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-16

Titre :

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Exposé et statistiques :

- a) Nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

- b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : Aucun
- c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées : Veuillez référer à la réponse de la question 16a).
- d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : Aucun

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-17

Titre :

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Exposé et statistiques :

Siège social

Emplacement : Édifice Champlain, Bureau 1100
2700, boulevard Laurier, Québec (Québec)
Superficie : 245,73 m²
Coût total : 65 952 \$
Durée du bail : 10 ans
Propriétaire: Société de gestion Place Laurier inc.

Dix (10) bureaux locaux dans les différentes communautés cries

Mistissini

Emplacement : Mistissini (Québec)
Superficie : 30,66 m²
Coût total : 9 735 \$
Durée du bail : Aucun bail
Propriétaire: Nation crie de Mistissini

Chisasibi

Emplacement : Chisasibi (Québec)
Superficie : 135,08 m²
Coût total : 50 784 \$
Durée du bail : 10 ans
Propriétaire: Nation crie de Chisasibi

Waskaganish

Emplacement : Waskaganish (Québec)
Superficie : 11,15 m²
Coût total : 3 900 \$
Durée du bail : Aucun bail
Propriétaire: Première nation crie de Waskaganish

Waswanipi

Emplacement : Waswanipi (Québec)
Superficie : 11,24 m²
Coût total : 7 800 \$
Durée du bail : Aucun bail
Propriétaire: Première nation crie de Waswanipi

Wemindji

Emplacement : Wemindji (Québec)

Superficie :	16,72 m ²
Coût total :	8 278 \$
Durée du bail :	1 an
Propriétaire:	Nation crie de Wemindji

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-17 (suite)

Titre :

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux :

Exposé et statistiques :**Eastmain**

Emplacement : Eastmain (Québec)
Superficie : 11,15 m²
Coût total : 7 200 \$
Durée du bail : Aucun bail
Propriétaire: Association des trappeurs cris

Whampagoostui

Emplacement : Whampagoostui (Québec)
Superficie : 11,15 m²
Coût total : 6 425 \$
Durée du bail : 1 an
Propriétaire: Première nation crie de Whampagoostui

Nemaska

Emplacement : Nemaska (Québec)
Superficie : 12,26 m²
Coût total : 4 200 \$
Durée du bail : Aucun bail
Propriétaire: Association des trappeurs cris de Nemaska

Oujé-Bougoumou

Emplacement : Oujé-Bougoumou (Québec)
Superficie : 11,15 m²
Coût total : 3 900 \$
Durée du bail : Aucun bail
Propriétaire: Nation crie d'Oujé-Bougoumou

Washaw Sibi

Emplacement : Amos (Québec)
Superficie : 8,55 m²
Coût total : 2 700 \$
Durée du bail : Aucun bail
Propriétaire: Association Washaw Sibi Eeyou

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-18

Titre :

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Exposé et statistiques :

Aucun.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-19

Titre :

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Exposé et statistiques :

Non applicable.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-20

Titre :

Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Aucune.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-21

Titre :

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin d'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :

Aucun.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-22

Titre :

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-23

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2018-2019;
- c) par catégorie d'âge.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-24

Titre :
Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Aucun.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-25

Titre :

Pour chaque ministère et organismes, liste des bureaux régionaux et l'effectif étant attaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.

Exposé et statistiques :

Veillez référer à la réponse de la question 15j.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26

Titre :

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Exposé et statistiques :

Aucun.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

Titre :

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Exposé et statistiques :

Revue diverses sur le piégeage	225 \$
Institut de la fourrure du Canada	500 \$

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-28

Titre :

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Exposé et statistiques :

Aucune.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-29

Titre :

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

Exposé et statistiques :

- a) Nom du site Web : www.osrcpc.ca
- b) Firme : Arcbees
- c) Coûts de construction du site : 9 975 \$ (2009)
- d) Coût d'entretien : 600 \$
- e) Coût de modernisation : Aucun
- f) Nombre de visiteurs par mois : Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude de crédits.
- g) Fréquence de mise à jour : Bi mensuelle
- h) Responsable du contenu : Serge Larivière, Directeur général

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-30

Titre :

Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Exposé et statistiques :

Veuillez référer à la réponse de la question 7.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-31

Titre :

Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Exposé et statistiques :

Aucune.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-32

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018:

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.

Exposé et statistiques :

Aucune.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33

Titre :

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018:

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

Exposé et statistiques :

Veuillez référer aux réponses des questions 1 et 2.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-34

Titre :

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-35

Titre :

La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-36

Titre :

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-37

Titre :

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.

Exposé et statistiques :

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel 2017-2018 des ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-38

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-39

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Aucune.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-40

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Exposé et statistiques :

Aucune prime ni boni.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-41

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Exposé et statistiques :

Aucune prime de départ.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-42

Titre :

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-43

Titre :

Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-44

Titre :

Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

RG44_02-28_OSRCPC.docx

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-45

Titre :

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Exposé et statistiques :

Aucune.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-46

Titre :

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Exposé et statistiques :

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-47

Titre :

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-48

Titre :

Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-49

Titre :

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-50

Titre :

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2017-2018 seulement.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-51

Titre :

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévision pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2017-2018 seulement.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-52

Titre :

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-53

Titre :

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-54

<p>Titre : Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.</p>
--

<p>Exposé et statistiques :</p> <p>La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).</p>

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-55

Titre :
Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-56

Titre :

Liste des aides financières accordés en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes .

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-57

Titre :

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-58

Titre :

Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Exposé et statistiques :

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-59

Titre :

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019:

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Exposé et statistiques :

- a) la dépense totale (opération et capital) :

120 000 \$

- b) les grands dossiers en cours :

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)

- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques :

- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques :

Veuillez référer à la réponse de la question 11.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-60

Titre :

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, société d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, société d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :

- a) masse salariale : la réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- b) indemnités de retraite : Aucune

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-61

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-62

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre:

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2% de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-63

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

Exposé et statistiques :

L'information sera présentée au Rapport annuel 2017-2018 des ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-64

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Exposé et statistiques :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-65

Titre :

Pour chaque ministère et organismes public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnelles auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Exposé et statistiques :

2017-2018 :

Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	957 \$
--	--------

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-66

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :

- a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi ;
- b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat ;
- c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation ;
- d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-67

Titre :

Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes .

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-02-28